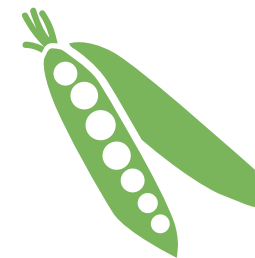




# Ville – Campagne – Nourriture

## Qui nourrira les villes à l'avenir ?





## L’avenir a besoin d’une alimentation saine – à la campagne comme en ville

De plus en plus de personnes quittent la campagne pour s’installer en ville dans l’espoir d’y trouver du travail et une vie meilleure. Mais pour beaucoup, le rêve se termine dans un bidonville avec un travail précaire et mal rémunéré. Leurs revenus sont souvent trop faibles pour pouvoir acheter de quoi se nourrir sainement. Ou elles travaillent tant d’heures par jour qu’elles n’ont pas le temps de préparer des repas sains à base d’ingrédients frais. C’est pourquoi elles se nourrissent fréquemment d’aliments gras et sucrés à faible valeur nutritive – sans avoir conscience des conséquences sur leur santé.

Dans les pays émergents et en développement, les multinationales agroalimentaires vantent les mérites des produits importés et hautement transformés, avançant qu’ils seraient de meilleure qualité, plus modernes et plus sains que les produits locaux traditionnels. Pourtant, les aliments produits localement sont souvent bien plus riches en nutriments. Plus de deux milliards de personnes souffrant de malnutrition sont de ce fait plus exposées aux maladies et moins performantes. S’alimenter de manière équilibrée constitue bien souvent un défi de taille pour les citadins pauvres, l’absence de terres cultivables les obligeant presque toujours à acheter leur nourriture. L’expansion mondiale des grandes chaînes de supermarchés leur complique encore la tâche et fait grimper les prix en supplantant les marchés locaux informels sur lesquels les petites exploitations familiales des environs vendent des produits qui n’ont ni la taille ni l’aspect répondant aux standards formels des grandes chaînes de supermarchés, mais dont le goût et la qualité sont bons et dont le prix est surtout abordable. Il est donc essentiel de reconnaître davantage le rôle de l’agriculture familiale dans l’approvisionnement alimentaire des villes. Aujourd’hui, ces exploitations familiales produisent environ 80 pour cent des denrées alimentaires mondiales, nourrissant ainsi également en grande partie la population urbaine. Pour que leurs concitoyens vivant dans les villes puissent disposer d’une nourriture de qualité et en quantité suffisante, les gouvernements doivent impérativement encourager

les échanges entre citadins et producteurs ruraux, en promouvant par exemple des conseils de l’alimentation, ou encore des voies d’acheminement praticables toute l’année ainsi que des halles de marché notamment en bordure des villes, là où vivent de nombreux citadins pauvres.

La population urbaine croissante peut aussi se nourrir par elle-même, comme en témoignent les exemples d’agriculture urbaine dans les pays du Sud. Le mouvement cubain de jardinage urbain est ainsi considéré dans le monde entier comme un modèle en matière de production agricole écologique en ville. Ce type de culture est également répandu dans les « townships » sud-africains. Toutefois, l’agriculture urbaine ne peut pas à elle seule nourrir les villes. La production des exploitations familiales régionales est nécessaire notamment pour permettre à la population urbaine pauvre de s’alimenter de manière saine et équilibrée. Dans le cadre de leurs efforts pour promouvoir une bonne alimentation, les gouvernements doivent soutenir cette catégorie de personnes en apportant une protection sociale et des connaissances en matière de nourriture saine. Cela implique également que les gens puissent préparer les repas avec de l’eau potable propre.

En coopération avec ses organisations partenaires, Pain pour le Monde s’engage dans le monde entier pour que les populations puissent avoir accès à une alimentation saine et variée en quantité suffisante, y compris dans les villes. L’accès durable à une offre diversifiée d’aliments bons pour la santé est une condition indispensable en la matière. Comment garantir cet accès et quelles sont les autres dimensions à prendre en compte pour une alimentation saine dans les villes ? Tel est l’objet des articles de cette publication consacrée aux principaux thèmes des 56e, 57e et 58e campagnes de Pain pour le Monde. Car n’oublions pas que pour les citadins, hommes et femmes, il ne suffit pas de remplir seulement l’estomac !

*Cornelia Füllkrug-Weitzel*

Pasteur Dr. h. c. Cornelia Füllkrug-Weitzel  
Présidente de Pain pour le Monde



Sommaire

Qui nourrira les villes à l’avenir ? <i>Biraj Patnaik</i>	5	Double peine : pourquoi les femmes vivant en ville sont-elles particulièrement touchées par la malnutrition et la pauvreté <i>Carsta Neuenroth</i>	26
Mégalopoles insatiables – l’approvisionnement régional peut-il s’imposer face à la pression de la mondialisation ? <i>Bernhard Walter</i>	8	Quartiers pauvres – quartiers riches : pourquoi les services de santé municipaux doivent s’occuper de l’ensemble de la population urbaine <i>Astrid Berner-Rodoreda</i>	29
Ville-Campagne-Nourriture : comment la nourriture arrive-t-elle en ville ? <i>Luise Steinwachs</i>	11	Intérêts concurrents – comment parvenir à une gestion plus juste de l’eau dans les villes ? <i>Andrea Müller-Frank</i>	32
Supermarchés vs marchés informels – qui remportera la bataille de l’approvisionnement des villes ? <i>Francisco Mari</i>	14	Un bon climat en ville ? pourquoi les mesures climatiques risquent-elles de cimenter les inégalités sociales ? <i>Eike Zaumseil</i>	36
Agriculteurs urbains ou jardiniers amateurs – que cache la mode du jardinage urbain ? <i>Stig Tanzmann</i>	18	Habitat III et le Nouveau Programme pour les villes – les questions alimentaires jouent un rôle visible <i>Tim Schneider</i>	38
Malbouffe pour tous : peut-on encore stopper l’invasion du sucre, des matières grasses et des calories vides dans les pays du Sud ? <i>Mareike Haase</i>	21	Les partenaires de Pain pour le Monde montrent l’exemple	40
La sous-estimation de la pauvreté dans les villes – que fait l’État pour que la population citadine soit bien nourrie et en bonne santé ? <i>Nicola Wiebe</i>	24	Conclusion	42
		Bibliographie	44

Qui nourrira les villes à l’avenir ?

Biraj Patnaik<sup>1</sup>

Ces dernières décennies, l’urbanisation a connu une augmentation fulgurante dans le monde entier, laissant apparaître deux questions centrales : qui approvisionnera nos villes en nourriture à l’avenir ? Et quelle sera la part de l’agriculture urbaine ?

Selon des chiffres actuels, la majorité des denrées alimentaires achetées et consommées dans les villes provient soit des régions rurales, soit d’importations en provenance du monde entier acheminées par des chaînes de distribution. Sans toutefois être un phénomène nouveau, l’agriculture urbaine revêt déjà aujourd’hui un caractère industriel dans certains pays développés. Dans la plupart des pays en développement, l’agriculture urbaine reste en revanche cantonnée à la sphère privée. Selon ses défenseurs, l’agriculture pratiquée dans les villes permettrait non seulement de modifier radicalement la manière de cultiver les denrées alimentaires mais aussi de changer les modes de consommation et les habitudes alimentaires. Cela entraînerait l’émergence d’habitudes alimentaires plus saines et permettrait de mieux comprendre le mode de production de nos aliments et de l’apprécier à sa juste valeur. De leur côté, les sceptiques soulignent que produire en agriculture durable la totalité des aliments nécessaires à la population des villes est une tâche herculéenne. Selon eux, les formes industrielles d’agriculture telles que les jardins d’hydroculture aménagés sur les toits ou d’autres technologies pourraient, tout au plus, couvrir quelques rares créneaux des besoins alimentaires urbains.

Mais commençons par prendre un peu de recul et analysons de plus près deux éléments qui furent à l’origine du débat sur l’agriculture urbaine, d’une part la crise agricole qui prend toujours plus d’ampleur et d’autre part la pression croissante exercée sur les terres arables dans les zones rurales. Comme le montrent les articles bien documentés de cette publication, il existe un lien direct entre la crise de l’agriculture paysanne traditionnelle et les dangers qui mettent à mal la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les villes : la mainmise des entreprises privées sur la production et l’approvisionnement agroalimentaires est de plus en plus forte et supprime la production des entreprises familiales locales.

Aussi, la montée des deux formes de malnutrition que sont la sous-nutrition et l’obésité découle-t-elle de cette évolution : les communautés sociales ne maîtrisent plus ce qu’elles cultivent et consomment tandis qu’une poignée de grands groupes a pris le contrôle des chaînes de distribution.



Un jeune garçon prépare et vend des repas dans une ruelle de bidonville de Bangalore.

En raison de la prise de contrôle des grands groupes mondiaux sur les semences et sur la production agricole, mais aussi du fait des plantes génétiquement modifiées, de l’expropriation des terres et de l’aliénation des ressources, les communautés rurales ont perdu la souveraineté sur les denrées alimentaires et, dans les cas les plus tragiques, des personnes ont été poussées à la famine. Mais les producteurs, hommes et femmes, ne sont pas les seuls concernés par cette expansion des grands groupes, les consommateurs sont aussi touchés. Les supermarchés et les multinationales agroalimentaires font en sorte que la malbouffe et les calories vides soient vendues à bas prix et consommées essentiellement par la population pauvre. Toute discussion visant à déterminer qui nourrira nos villes à l’avenir doit impérativement prendre en compte ces aspects. En effet, si l’on préconise le développement de l’agriculture urbaine, il convient alors de reconnaître le droit à l’alimentation et à une nutrition appropriées et l’agriculture urbaine devra nécessairement se soumettre aux principes de l’agroécologie et de la souveraineté alimentaire. Ces principes sont au cœur du débat de société sur la reconquête de l’approvisionnement alimentaire. Dans les faits, la population urbaine pauvre produit une partie de sa nourriture dans des espaces urbains (périphériques). En Afrique et en Asie, la majeure partie de la production alimentaire urbaine s’effectue sur de petites parcelles à l’intérieur ou



En périphérie de la ville de Jacmel en Haïti, les habitants cultivent un jardin communautaire. Les récoltes du jardinage et l'élevage de volailles sont destinés à leur propre consommation. Les surplus peuvent être vendus au marché.

à proximité du logement, sur des terres appartenant à l'État (bassins fluviaux ou terrains marécageux autour des villes), sur des terres en fermage privé, dans des jardins potagers ou sur des terrains semi-publics. Ces cultures ne sont pas nécessairement durables d'un point de vue écologique ou respectueuses des principes agro-écologiques ; en outre subsistent des risques écologiques tels que l'utilisation des eaux usées, la pollution des nappes phréatiques utilisées pour l'agriculture urbaine par des métaux lourds et autres polluants industriels, ou encore l'érosion possible des sols. Une bonne planification, une refonte du droit de la construction et un programme politique favorable à une production et une répartition des denrées alimentaires plus juste, devraient permettre de mettre en place une architecture agricole urbaine conforme aux principes de l'agro-écologie. Au lieu de cela se sont établies des formes industrielles d'agriculture urbaine qui tirent profit des progrès technologiques en matière d'hydroculture et des immenses surfaces à disposition sur les toits, notamment dans les métropoles telles que New York. Ces technologies consomment énormément d'énergie et ne produisent que quelques variétés distribuées essentiellement dans les supermarchés. Jusqu'ici, elles sont restées cantonnées aux mégapoles des pays développés, mais elles pourraient s'étendre aux pays en développement en raison de leur coût de plus en plus bas et de la « supermarchéisation » qui s'invite dans les centres urbains.

En 2020, plus de la moitié de la population pauvre vivra dans les villes. Il convient donc de repenser l'architecture de l'agriculture urbaine non seulement dans une perspective économique, certes essentielle, mais aussi en termes d'habitudes alimentaires, d'apport nutri-

tionnel et d'environnement. En intégrant des questions telles que la gestion des eaux usées, le compostage, l'agriculture biologique et l'environnement, l'agriculture urbaine pourrait apporter des solutions aux problèmes qui touchent aujourd'hui les villes au-delà même de la sécurité alimentaire. Pensons notamment à la végétalisation ou aux impacts positifs sur le microclimat. Des programmes dans les écoles et les universités, du type jardinages inspirés du modèle des régions rurales, transforment positivement la relation qu'entretiennent les consommateurs avec les denrées alimentaires là où des terres sont disponibles. Cette relation, en particulier chez les adolescents dans les villes, est de plus en plus commercialisée. Si les gens avaient plus facilement accès à des aliments sains et étaient moins dépendants des supermarchés, leur situation alimentaire pourrait considérablement s'améliorer.

Mais pour que cette vision de l'agriculture urbaine devienne réalité, un travail de planification transsectoriel sans précédent est requis de la part des gouvernements à tous les niveaux, des communes, des urbanistes, des associations d'habitants, des petites entreprises, des commerces et des agriculteurs urbains. Actuellement, cela fait précisément défaut. Au lieu de cela, les multinationales et l'agriculture industrielle continuent de dominer le discours politique, tant dans les pays du Nord que dans les pays du Sud.

Il convient donc de combattre sans plus attendre la crise agricole mondiale et la perte de souveraineté sur les ressources naturelles que sont les terres, l'eau, les semences et les moyens de production, en particulier celle des petits paysans marginalisés des pays en développement.

Nous devons contrer la mainmise des grands groupes sur l'agriculture afin de permettre aux paysannes et aux paysans de reprendre le contrôle de l'ensemble des éléments du secteur alimentaire. Dans le même temps, il convient de corriger le régime commercial injuste permettant aux pays développés, au premier rang desquels les États-Unis et l'Union européenne, de continuer à verser des aides agricoles, tandis que le régime actuel de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) interdit encore ces pratiques aux pays en développement.

La conclusion du cycle de Doha lors de la conférence ministérielle de l'OMC à Nairobi (2015) a marqué un revers pour les pays en développement en restaurant l'« hégémonie transatlantique » des États-Unis et de l'Union européenne sur le commerce mondial. Il est urgemment nécessaire de réviser l'accord agricole afin que les États nationaux puissent à nouveau décider eux-mêmes de leurs programmes de sécurité alimentaire.

Parallèlement à cela, nous ne pourrions gagner la lutte contre l'obésité et les maladies non transmissibles qui menacent la santé de la population pauvre dans nos villes sans freiner la prise de contrôle des multinationales sur la consommation. La jugulation de la «

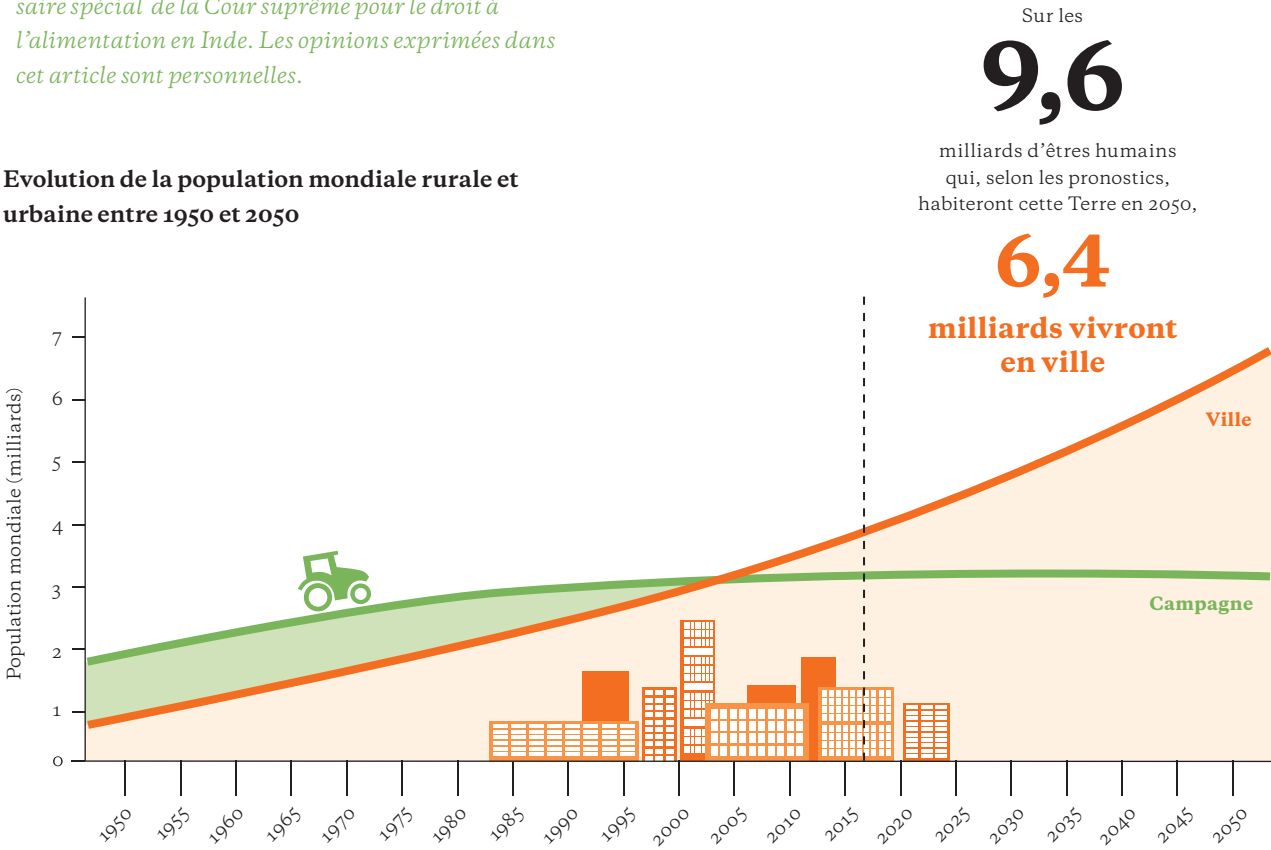
supermarchéisation » grandissante dans les pays en développement ainsi qu'une large taxation des boissons sucrées et d'autres aliments mauvais pour la santé constitueraient deux étapes importantes dans cette voie. Ces mesures doivent toutefois être accompagnées de programmes nationaux de circuits courts « du producteur à l'assiette » afin de maximiser la part reversée au producteur pour chaque dollar dépensé par le consommateur.

Afin d'assurer la souveraineté alimentaire de leurs pays, les gouvernements doivent de toute urgence prendre les mesures suivantes : intervention de l'État et financements publics pour promouvoir la mise en place de réseaux de distribution et de stockage alimentaires et pour réduire les pertes durant le transport ; programmes publics d'entreposage pour assurer la sécurité alimentaire ; lois garantissant le droit à l'alimentation et à la sécurité alimentaire ou encore renforcement des droits des petits paysans.

Cette brochure marque une étape importante visant à susciter le dialogue sur l'alimentation dans nos villes. Ce dialogue n'a pas pour objet un avenir lointain. L'avenir, c'est maintenant.

<sup>1</sup> **Biraj Patnaik** est le conseiller principal du commissaire spécial de la Cour suprême pour le droit à l'alimentation en Inde. Les opinions exprimées dans cet article sont personnelles.

Evolution de la population mondiale rurale et urbaine entre 1950 et 2050



Source : UN DESA 2015



# Mégalopoles insatiables – l’approvisionnement régional peut-il s’imposer face à la pression de la mondialisation ?

Bernhard Walter

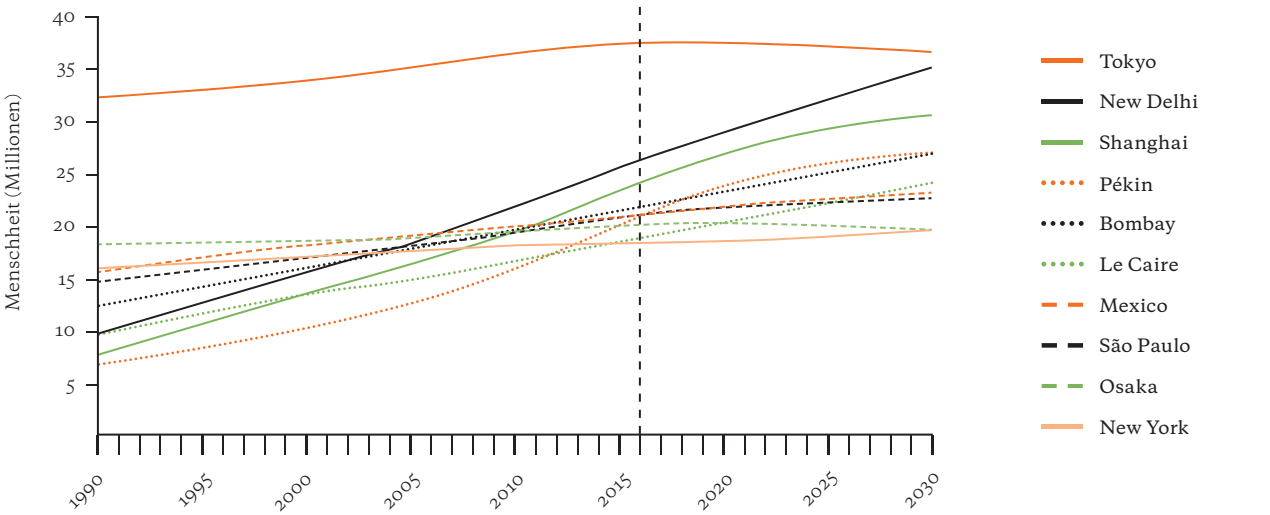
Les Nations Unies recensent aujourd’hui dans le monde 28 mégapoles de plus de dix millions d’habitants chacune. En 2030, on en comptera 41. Parallèlement à cela, le nombre absolu de personnes vivant dans les villes augmente lui aussi : la population urbaine mondiale qui compte aujourd’hui quatre milliards de personnes pourrait atteindre 6,5 milliards d’ici 2050. Près de 90 pour cent de la croissance de la population urbaine se produira en Afrique et en Asie (UN Population Division 2014) en 2050. Tandis que la population des villes croît, celle des campagnes diminue. Assurer l’alimentation des mégapoles et de leurs grandes zones d’habitation informelles représente un immense défi, tant sur le plan des infrastructures que de la logistique.

Afin d’approvisionner en produits frais les citadins du monde entier, il faut en règle générale qu’ils soient acheminés directement depuis les régions rurales ou par le biais d’intermédiaires et de marchés de gros. Les autres denrées alimentaires sont importées à l’échelle régionale ou internationale selon la saison. Sans un ravitaillement constant, il est impossible de garantir une sécurité d’approvisionnement supérieure à trois jours dans les agglomérations urbaines. Les grèves dans le secteur des transports nous rappellent régulièrement la précarité de cette situation. Elles montrent à quelle vitesse les rayons

des supermarchés ou les stations-services dans les villes se vident dès lors qu’un flux constant de marchandises n’est pas assuré. En quelques jours seulement, on assiste à des pillages, des achats de réserves ou encore des émeutes. L’alimentation des habitants des villes est donc hautement dépendante de l’organisation du commerce et des flux commerciaux.

Lagos au Nigeria, Manille aux Philippines ou Bombay en Inde : nombre de ces mégapoles sont situées au bord de la mer ou d’un grand fleuve et peuvent donc être approvisionnées sans difficulté par le marché mondial. En Afrique de l’Ouest, la plupart des métropoles de la côte dépendent des ports d’importation : viande, riz, blé et légumes venus d’Europe, du Brésil, d’Amérique du Nord transitent par ces ports et affluent ensuite dans les villes. Pour éviter une trop grande dépendance vis-à-vis du marché mondial et de ses fluctuations de prix, les relations entre les métropoles et les régions rurales plus ou moins proches jouent un rôle essentiel : comment sont organisés le secteur agricole et l’infrastructure dans le pays ? Qu’en est-il des chaînes de valeur, quelles sont les possibilités de transformation et de stockage sur le territoire ? Quel est l’état des routes, quel sont les prix de l’essence dans le pays ? Les espaces ruraux sont-ils laissés à l’abandon ou au contraire soutenus ?

Croissance des dix plus grandes mégapoles par le passé et à l’avenir Humanité



Source : UN Population Division 2014



A Bombay, sous les balcons des immeubles du quartier d’Andheri, des habitants vivent dans des conditions de grande pauvreté.

## Ouverture des marchés – opportunité ou danger ?

Dans de nombreux pays du Sud, les céréales autochtones, telles que le sorgho ou le millet perdent de plus en plus du terrain alors même qu’elles peuvent contribuer à une alimentation saine. La dépendance vis-à-vis du marché mondial résulte également de l’abandon dans lequel a été laissé le milieu rural pendant des décennies, notamment du fait des importations subventionnées en provenance de l’UE et des États-Unis qui ont supplanté les produits locaux sur les marchés. En Afrique du Sud, par exemple, on observe que la politique d’ouverture des marchés, l’urbanisation et le changement des habitudes alimentaires, la prise de repas plus fréquente à l’extérieur ou encore l’augmentation de l’activité professionnelle des femmes ont entraîné une hausse de la demande en denrées alimentaires faciles à préparer, telles que le pain ou les produits de boulangerie à base de blé. (→ *Malbouffe et Double peine*) L’Afrique du Sud a beau produire elle-même du blé, les importations n’ont cessé de croître au cours des dernières années. Actuellement, le pays importe ainsi plus de 60 pour cent de ses besoins. Il a fallu attendre août 2016 pour que le gouvernement augmente les droits de douane afin de protéger la production locale. La Rabobank néerlandaise estime cependant qu’entre 2015 et 2025, les importations de blé consenties par les pays d’Afrique subsaharienne enregistreront une augmentation de plus onze millions de tonnes pour atteindre un volume supérieur à trente millions de tonnes (Agra-Europe Bonn 2016). La majeure partie proviendra d’Europe, et principalement de France. Le sous-continent indien devrait connaître une évolution différente. Le commerce agricole indien a beau être bien connecté au reste du monde, l’Inde exporte plus de produits agricoles qu’elle n’en importe. L’Inde est ainsi le septième exportateur agricole mondial. Parallèlement à cela, les gouvernements indiens des dernières années

ont constitué des réserves alimentaires (subventionnées par l’Etat) afin de permettre à la population pauvre de consommer des denrées alimentaires autochtones. (→ *La sous-estimation de la pauvreté dans les villes*) Pour préserver sa marge de manœuvre politique, l’Inde souhaite écarter toute dépendance aux importations agricoles. Si cette attitude renforce le secteur agricole autochtone, elle hérisse les grandes nations exportatrices de produits agricoles telles que les États-Unis, l’Australie ou l’UE. Par le biais de l’OMC, ces pays cherchent à empêcher la vente de denrées alimentaires à prix réduit aux groupes de population pauvres. Aux yeux de nombreux détracteurs de l’OMC issus des pays du Sud, parmi lesquels Biraj Patnaik de la « Right to Food Campaign », cela pose la question de fond de savoir si c’est vraiment à l’Organisation mondiale du commerce plutôt qu’au gouvernement indien qu’il revient de décider de la manière dont l’Inde nourrira ses mégapoles à l’avenir et appliquera le droit à l’alimentation.

Dans le secteur laitier également, l’Inde mise sur la protection de ses marchés et, comme le Kenya, subventionne sa production laitière autochtone. L’Etat indien lutte ainsi contre la pauvreté et assure les moyens d’existence des populations rurales. L’embargo sur les importations de viande de poulet au Cameroun montre lui aussi qu’il est possible d’accroître la production agricole autochtone si d’une part on soutient et promeut les espaces ruraux, tout en prenant d’autre part des mesures de protection des marchés intérieurs.

## L’approvisionnement des villes – global, régional ou un mélange des deux ?

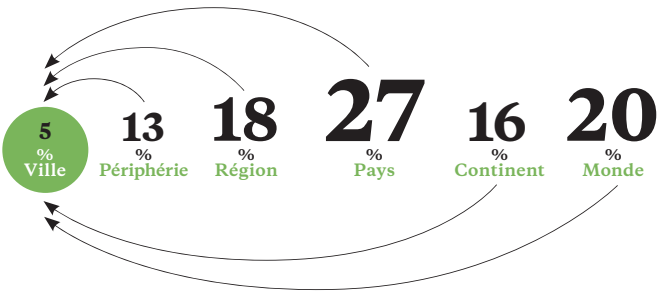
Les grandes multinationales agroalimentaires opérant au niveau mondial exercent une influence grandissante sur l’approvisionnement des habitants des villes. Ils ont tout intérêt à ce que l’approvisionnement en denrées alimentaires devienne toujours plus international et que les mêmes standards s’appliquent aux quatre coins du globe, ce qui leur permet de disposer en permanence de grandes quantités de produits d’une qualité constante. C’est une tendance observable depuis bien longtemps déjà pour les céréales, les huiles alimentaires ou encore le sucre. Ces produits se conservent bien et sont faciles à transformer. Mais ce commerce est également en plein essor dans le secteur des denrées périssables telles que les fruits et les légumes. Aujourd’hui, haricots, pommes de terre, asperges, pommes ou fraises sont disponibles à l’année dans tous les grands centres mondiaux et sont produits au Kenya, au Pérou, au Chili, dans le Tyrol du Sud ou aux Pays-Bas. Ils sont distribués à grands renforts de publicité dans le monde entier par l’intermédiaire des grandes chaînes mondiales de supermarchés. Dans les mégapoles des pays en développement et

émergents, principalement, ces dernières donnent aux habitants dotés d’un fort pouvoir d’achat le sentiment d’appartenir à une communauté mondiale de consommateurs modernes ayant accès à tout moment à tous les produits. Mais ce qui offre davantage de liberté aux consommateurs dans les villes réduit les marges de manœuvre des producteurs dans les campagnes.

Aujourd’hui, de nombreuses personnes se questionnent et s’intéressent aux possibilités existantes en matière d’approvisionnement local et régional des villes. Les citadins pourraient assurer eux-mêmes une faible part de leur approvisionnement en cultivant par exemple les friches urbaines et les espaces verts, les balcons et les toits. Si, dans de nombreuses villes des pays du Nord, le jardinage urbain incite actuellement les gens à recommencer à consacrer du temps à des jardinages privés et publics, il fait dans de nombreuses villes du Sud depuis longtemps partie intégrante d’une agriculture urbaine contribuant à la sécurité alimentaire. (→ **Agriculteurs urbains ou jardiniers amateurs ?**) L’agriculture urbaine ne pourra toutefois pas suffire à approvisionner la population urbaine, car les zones métropolitaines n’ont pas suffisamment d’espace ni de ressources pour offrir à la population croissante un approvisionnement en aliments de culture biologique et donc durable. Ce qui n’est pas acheminé vers les villes par voies de transport mondiales ni produit dans les villes peut être cultivé sur des terres agricoles situées dans l’espace périurbain (c’est-à-dire dans la périphérie urbaine contiguë). On trouve des exemples de pratiques de ce type dès le 18e siècle chez l’agronome et économiste Johann Heinrich von Thünen, qui réfléchit à une manière intelligente d’approvisionner une ville avec des produits de la région. A l’époque déjà, l’utilisation optimale des terres ainsi que les coûts de transport (→ **Ville – Campagne – Nourriture**) sont des critères déterminants pour décider de la distance autorisée entre les différents types de production (par ex. forêt, élevage, production céréalière, légumes, fruits, culture de baies) et le centre-ville où se trouve le marché.

Pour que l’approvisionnement en produits régionaux ait une chance de s’imposer face à la pression de la mondialisation, l’agriculture doit impérativement se diversifier et répondre aux évolutions des attentes et des habitudes alimentaires. Des chaînes d’approvisionnement et des chaînes de valeur fiables doivent être mises en place pour relier la demande des villes et l’offre des régions rurales. Il convient ici de veiller à ce que les agriculteurs et notamment les petites exploitations familiales soient activement impliqués tout au long de la chaîne, et que le prix de vente leur permette de couvrir leurs frais de production et d’investir. De nombreuses études montrent toutefois que la production des petites exploitations est le plus faible maillon de la chaîne et que les

**Origine des denrées alimentaires consommées en moyenne en ville**



Source : FAO/ISU 2015a

multinationales agroalimentaires jouent de leur ascendant sur les paysans en achetant les marchandises là où elles sont le moins chères. Qui plus est, de nombreuses petites exploitations agricoles ne sont pas en mesure de répondre aux standards fixés par les supermarchés. (→ **Supermarchés vs marchés informels**) Afin d’approvisionner les villes en produits locaux ou régionaux, il est impératif de s’assurer que des capacités suffisantes soient disponibles pour stocker, transformer et transporter des denrées alimentaires abordables, saines et nourrissantes. (→ **Ville – Campagne – Nourriture**) Les pertes et le gaspillage alimentaires doivent être minimisés. Inversement, il convient également de s’assurer que le cycle des nutriments fonctionne, c’est-à-dire que les excréments humains produits dans les villes, source nutritionnelle importante, soient ensuite remis à la disposition des agriculteurs sous forme d’engrais organiques.

L’approvisionnement régional est-il la solution pour alimenter les populations urbaines ? A l’avenir, l’approvisionnement des villes prendra probablement la forme d’un mélange de relations commerciales à l’échelle mondiale et régionale. Un prérequis essentiel pour cela est que les espaces ruraux offrent des conditions de vie et de travail attrayantes ainsi qu’une protection sociale. C’est pourquoi il est nécessaire de réduire la pauvreté et les inégalités sociales et économiques et de mettre en place des relations entre ville et campagne qui fonctionnent. Le rôle essentiel des femmes et des jeunes pour la vitalité des espaces ruraux doit quant à lui être reconnu et rémunéré à sa juste valeur. La mutation structurelle des campagnes doit s’accompagner d’une planification et d’une gestion minutieuse afin que les populations choisissent de vivre en milieu rural. Il s’agit là d’un prérequis fondamental pour développer l’agriculture et garantir la production de denrées alimentaires. Les espaces ruraux doivent offrir une bonne qualité de vie afin de faire reculer l’exode rural et de réduire la pression migratoire sur les villes. En parallèle, le droit à l’alimentation doit également être appliqué en conséquence dans les villes.

**Ville–Campagne–Nourriture : comment la nourriture arrive-t-elle en ville ?**

*Luise Steinwachs*

**Les espaces urbains ne sont pas des entités économico-sociales fermées sur elles-mêmes. La preuve en est leur incapacité à produire en leur sein des denrées alimentaires en quantité suffisante pour nourrir leur population. Si les initiatives telles que le jardinage urbain et l’agriculture citadine jouent un rôle important dans l’approvisionnement de base, notamment pour la population urbaine en situation de pauvreté, elles ne peuvent que compléter l’approvisionnement des producteurs ruraux. Actuellement, l’approvisionnement des villes provient encore majoritairement de la production alimentaire rurale, même si la part des denrées industrielles et des produits transformés par les multinationales augmente.**

L’interdépendance entre espace rural et urbain résulte déjà du fait que la plupart des gens ne passent plus leur vie exclusivement dans les villes ou à l’extérieur de celles-ci. Les liens et, partant, l’intégration de la campagne et de la ville sont donc de différentes natures.

Bien souvent, les populations, et en particulier celles des pays du Sud, vivent à la campagne ou en ville selon les différentes phases de leur vie (enfance, formation, vie active, vieillesse). Elles peuvent aussi être insérées socialement dans les deux espaces, rural et urbain. Les citadines et citadins se rendent visite, vont à la campagne, s’approvisionnent auprès de membres de leur famille vivant en milieu rural et sont contraints par des

facteurs extérieurs, tels que la recherche de travail ou de revenu, de faire preuve de flexibilité. De la même manière, les habitants des campagnes émigrent vers les villes, se connectent et trouvent souvent des sources de revenus dans le même contexte informel que les personnes déjà installées en ville. Les espaces urbains présentent davantage d’opportunité d’activité formelle génératrice de revenus que l’espace rural, et offrent donc plus de stabilité pour les projets de vie personnels. Dans les pays du Sud, de nombreuses biographies ont en commun le retour au milieu rural une fois achevée la vie en activité formelle en ville.

Bien souvent, ce retour est préparé en amont à travers des visites, des présents ou la construction d’une maison. Lorsque la personne dispose d’un revenu monétaire sous la forme d’une pension de retraite, celui-ci vient souvent alimenter un réseau social plus vaste. La terre joue un rôle essentiel dans les relations translocales. Les femmes vivant en ville, notamment, arrondissent leur retraite en se rendant régulièrement à la campagne pour y pratiquer l’agriculture saisonnière. Au Botswana, la moitié de la population urbaine à faibles revenus élève des animaux dans les régions rurales ou y cultive des terres (Cohen/Garrett 2009). Outre la mise en valeur (temporaire) de la terre par des membres de la famille résidant en ville (pour partie avec des ouvriers rémunérés), l’échange de marchandises contribue lui aussi à stabiliser les relations translocales dans les pays du Sud. On achète en ville les denrées qui y sont vendues moins cher, principalement des produits industriels (sauce tomate, boissons sans et avec alcool) et autres articles de consommation courante avant de les expédier dans les régions rurales par autocar ou de les emmener lors de visites. En retour, la famille citadine se fournit en fruits et légumes auprès de ses proches vivant à la campagne. Ces liens sociaux étroits, susceptibles de jouer un rôle essentiel dans la sécurité alimentaire, sont toutefois difficiles à entretenir pour les groupes de population urbaine les plus défavorisés car ils impliquent des frais de transport souvent au-dessus de leurs moyens (Tawodzera, 2013).

**Denrées alimentaires : accès et transport**

Les hommes et les femmes vivant dans les villes sont contraints d’acheter la majeure partie de leur nourriture. Plus que le goût et les connaissances nutritionnelles, ce sont avant tout leurs revenus et les prix qui déterminent ce qu’ils mangent. A cela s’ajoute la distance qui les sépare des supermarchés et des marchés ouverts ainsi que



Des bœufs watusi sont transportés par pick-up jusqu’à Lomé, la capitale togolaise.



les coûts de transport pour s’y rendre. Ainsi, certains points de vente bon marché, tels que les marchés locaux, sont parfois trop loin ou difficiles d’accès tandis que les commerces situés à proximité, comme les supermarchés, sont hors de prix. Dépendant de ces achats et ne disposant que de moyens financiers limités, les personnes pauvres sont donc souvent contraintes d’acheter de la nourriture bon marché avec une faible valeur nutritionnelle et une forte teneur en graisse, sucre, sel et additifs, ce qui peut entraîner malnutrition, obésité et autres états nocifs. (→ *Malbouffe*)

L’agriculture urbaine ne peut pas couvrir l’essentiel de la sécurité alimentaire des foyers citadins. Si elle permet de produire des aliments nourrissants et frais, elle n’agit pas sur les causes systémiques de l’insécurité alimentaire urbaine. Par ailleurs, sur le plan quantitatif, rien ne laisse présager que la population urbaine puisse se nourrir exclusivement de sa propre production. Les villes ne doivent donc pas se contenter d’encourager la population la plus pauvre à produire elle-même ses aliments. Elles doivent favoriser la mise en place d’un système intégrant les espaces ruraux et urbains qui soit également accessible aux personnes en situation de pauvreté. Il est important, notamment pour les personnes disposant de revenus faibles et irréguliers, de proposer des denrées alimentaires en petite quantité, et donc à prix abordable, non loin des lieux d’habitation. En outre, les systèmes informels d’approvisionnement de denrées alimentaires ouvrent de nombreuses possibilités de rémunération aux personnes travaillant dans les transports, le commerce et la vente de marchandises. C’est ainsi qu’en Afrique du Sud, par exemple, 15 pour cent de la population urbaine active travaillent dans le commerce de rue. Parmi eux, 67 pour cent vendent des produits alimentaires (FAO, 2015a).

Investir dans de meilleures chaînes d’approvisionnement

L’approvisionnement alimentaire des villes couvre une longue chaîne constituée de plusieurs étapes : la production et éventuellement une transformation intermédiaire puis le stockage, le transport, la transformation, et le commerce de gros et enfin la vente au détail dans les magasins, dans la rue, sur les marchés formels et informels, dans les restaurants, les snacks, les supermarchés et autres. Les hommes et les femmes travaillant dans le commerce, la production et les transports peuvent se regrouper au sein d’organisations communes. Les communautés de transporteurs permettent notamment à leurs membres de louer ensemble des véhicules plus grands, tels que des poids-lourds. Parmi les intermédiaires actifs au sein de la chaîne, on compte également les acheteurs directs qui acquièrent de grandes quantités directement

sur le lieu de production. Nombre de ces étapes sont soumises à la réglementation émanant d’instances telles que la mairie, les ministères (agriculture, transport) ou les autorités régionales, en charge par exemple de la commercialisation des produits alimentaires, et sont influencées par les subventions, les régimes commerciaux, l’infrastructure ou les standards déontologiques ou conditions générales de vente. L’implication des acteurs dans des relations fondées sur la confiance, des expériences positives voire même des liens d’ordre privé, constitue un aspect majeur de ce système complexe.

Les voies de communication et les moyens de transport sont des facteurs décisifs pour le respect des délais de livraison des denrées alimentaires, notamment périssables. À côté des vélos, les motos et le transport par autocars employés pour les petites quantités, les poids-lourds sont le principal moyen de transport à grande distance de denrées alimentaires moins périssables, comme les céréales. La culture à proximité des villes permet de limiter la circulation automobile et évite de dégrader davantage l’environnement. La mise à disposition de systèmes de réfrigération ou le transport de marchandises surgelées pour la livraison en supermarchés, par exemple, sont essentiels pour la qualité de la marchandise livrée. Actuellement, 30 pour cent des céréales, 40 à 50 pour cent des plantes sarclées (comme les pommes de terre), des fruits et légumes, 20 pour cent des graines oléagineuses, de la viande et des produits laitiers et 30 pour cent du poisson sont perdus car gâtés ou avariés, ou bien gaspillés chaque année dans le monde (FAO 2011). A cet égard, une meilleure infrastructure, y compris l’accès à l’eau potable et transportable, des capacités de réfrigération et un emballage et un entreposage adaptés peuvent jouer un rôle décisif et doivent être soutenus par les autorités compétentes et les pouvoirs publics. En raison de ces aléas, et dans le but de raccourcir le temps et la distance de transport, on privilégie la culture des denrées périssables à proximité des villes ou dans les périphéries urbaines. Pourtant, ces terres proches des villes ne sont souvent pas mises à la disposition des petites exploitations productrices de cultures vivrières, et sont au contraire utilisées par les entreprises agricoles pour l’agriculture fourragère et d’exportation.

Marché 2.0

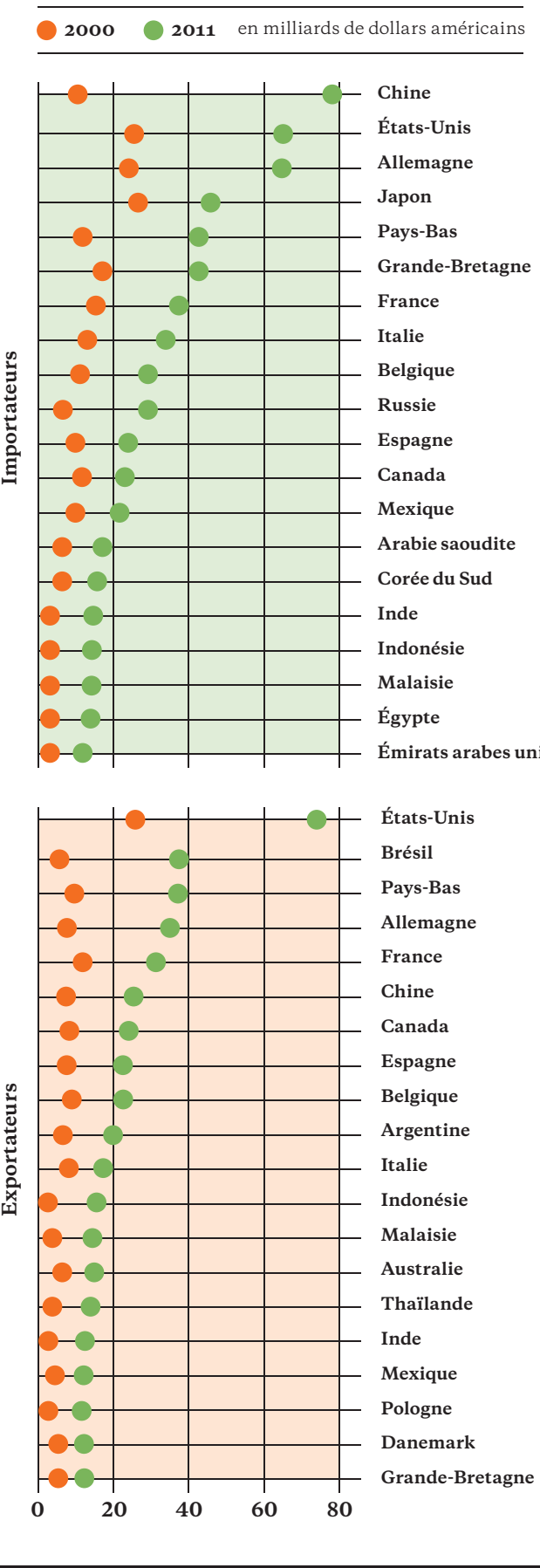
Comme nous l’avons décrit, l’approvisionnement alimentaires de la population urbaine passe donc par au moins quatre canaux : l’approvisionnement auprès de la famille ou d’autres contacts sociaux vivant à la campagne, le jardin que l’on cultive soi-même en milieu urbain, des dispositifs informels de distribution de nourriture, y compris les marchés informels, et pour finir le système d’approvisionnement à orientation commerciale.

Dans le monde entier, la part des supermarchés dans l’approvisionnement urbain augmente. En Argentine, au Brésil, au Chili, en Corée et à Taïwan, la part de marché des supermarchés est ainsi passée de 10 à 20 pour cent en 1990 à 50 à 60 pour cent au début des années 2000. Dans l’agglomération de Manchester en Grande-Bretagne, quatre chaînes de supermarchés contrôlent jusqu’à 75 pour cent de la totalité du marché de l’alimentaire (FAO, 2015a). Un petit nombre d’entreprises locales et internationales sont en compétition et luttent pour prendre autant que possible le contrôle de toutes les étapes de la chaîne logistique et en engranger les bénéfices « de la fourche à la fourchette ». La part de viande, de produits à base de viande, de produits laitiers et d’aliments transformés est ici très élevée. Des chaînes logistiques réfrigérées diminuent la dépendance des villes vis-à-vis de l’approvisionnement rural. De nombreux produits doivent être en stock toute l’année et sont importés de différents pays selon les saisons. En Grande-Bretagne, la moitié des denrées alimentaires est importée – 30 pour cent en provenance d’Europe, et 20 pour cent du reste du monde (FAO, 2015a). Là aussi, la production rurale et l’approvisionnement urbain sont étroitement liés, par exemple lorsqu’un même fruit est importé de Grenade, d’Indonésie, de Malaisie ou de Zanzibar. Il est alors issu de la production rurale, même si elle n’est pas régionale.

La hausse des produits importés pose en toute acuité la question des débouchés possibles pour les produits des familles de petits paysans locaux – autres qu’une intégration à la supermarchéisation ou l’évincement complet du système d’approvisionnement urbain. (→ *Supermarchés vs marchés informels*) Parallèlement à cela, en Indonésie, par exemple, les trois quarts de la population urbaine achètent certes les aliments de base dans les supermarchés mais se fournissent en produits locaux et frais sur les marchés locaux ou auprès de commerces informels.

L’accès à une nourriture suffisante et de qualité dépend directement de la présence ou non de marchés informels et de réseaux de transport qui soient reconnus, entretenus et subventionnés par l’état. Ceci est du ressort des entités administratives, des autorités et de la police. La puissance publique doit promouvoir et stabiliser l’approvisionnement urbain à travers par exemple des aides aux marchés de producteurs dans les quartiers pauvres, en subventionnant la production locale ou en mettant en place des microcrédits et d’autres outils de financement adaptés permettant aux commerces locaux d’améliorer l’hygiène et les conditions de stockage de leurs marchandises. Dans ce sens, la sécurité alimentaire de la population urbaine doit être considérée comme partie intégrante des systèmes de protection sociale et garantie en tant que telle. (→ *La sous-estimation de la pauvreté dans les villes*)

Principaux pays importateurs et exportateurs de denrées alimentaires : évolution entre 2000 et 2011



Source : FAO, 2014c



# Supermarchés vs marchés informels – qui remportera la bataille de l’approvisionnement des villes ?

Francisco Marí

On les trouve encore, ces jolis marchés aux couleurs bigarrées proposant un large choix de fruits et légumes, de poisson, de viande et d’autres produits de la ferme. Ils approvisionnent de nombreuses villes des pays en développement et émergents. Des millions de petits commerçants, hommes et femmes, vendent la production des petites exploitations paysannes. En Asie notamment, on cuisine dans d’innombrables échoppes de rue des repas sains réalisés à partir d’aliments frais. De cette manière, l’ensemble de la chaîne de production et de distribution alimentaires garantit pour un grand nombre de personnes un revenu et l’accès à des denrées alimentaires à prix abordable. Mais depuis plusieurs années, cette forme d’approvisionnement alimentaire change non seulement dans les grandes villes mais aussi dans les centres urbains de taille moyenne. Le moteur de cette évolution : les multinationales de la distribution et les chaînes nationales de supermarchés.

Avec l’aide des municipalités, les chaînes internationales et nationales de supermarchés souhaitent faire disparaître les marchés informels. Leurs arguments : les supermarchés peuvent améliorer la sécurité sanitaire des aliments et garantir un large choix de denrées alimentaires disponibles en permanence, le tout à des prix les plus bas possibles. Selon eux, cela profiterait également aux franges les plus pauvres de la population urbaine. Mais la réalité est bien différente.



Supermarché de la chaîne Carrefour au Mexique.

## « Amener les supermarchés aux pauvres »

L’expansion des grands groupes internationaux de supermarchés semble irrémédiable. Ils ont d’ores et déjà réalisé des investissements considérables à l’étranger et se concentrent avec succès sur les états où les classes moyennes urbaines progressent et leur pouvoir d’achat est à la hausse. En Asie du Sud-est, en Europe de l’Est, en Amérique du Sud et centrale, principalement, la part des supermarchés sur le marché des denrées alimentaires a ainsi enregistré une augmentation très rapide. Dans les pays où cette part était encore inférieure à cinq pour cent, elle a atteint 30 à 50 pour cent en l’espace de dix ans. Au Chili, en Chine, en Inde ou en Afrique du Sud, des chaînes nationales de supermarchés sont apparues, et certaines ont pris de vitesse les multinationales étrangères en copiant avec succès leur système. Dans certains pays d’Amérique du Sud, les supermarchés ont conquis une part de marché comparable à celle qu’ils connaissent dans les pays industrialisés, c’est par exemple le cas au Chili, en Argentine et en Uruguay. Cela est également vrai pour certains pays asiatiques tels que Taïwan, la Thaïlande ou la Corée du Sud. L’expansion des chaînes de supermarchés avance également à grands pas dans le Sud et l’Est de l’Afrique, même si elle n’en est encore qu’à ses débuts.



A Lomé/Togo, des affiches grand format vantent les mérites de produits d’importation enrichis juste à côté des étals des fermiers locaux.

Les supermarchés ne se concentrent pas uniquement sur les capitales d’Asie, d’Amérique latine ou d’Afrique et sur leurs élites aux revenus élevés. Ils s’étendent aussi peu à peu aux villes de taille moyenne et aux quartiers urbains où vit la population pauvre. Une tendance claire se dessine : « amener les supermarchés aux pauvres ».

Ce sont donc les supermarchés qui donnent le ton et dictent les tendances pour l’ensemble de la commercialisation des produits alimentaires, qu’elle soit de dimension internationale ou cantonnée au pays. Dans les pays du Sud, ils utilisent pour cela un système échelonné dans lequel les achats et la logistique sont centralisés et les points de vente décentralisés. En Afrique de l’Est, ils approvisionnent les quartiers pauvres par le biais de « convenience stores » (kiosques). Il s’agit de petits points de vente de proximité proposant une offre de produits très limitée et adaptée au pouvoir d’achat et aux habitudes de consommation des personnes du quartier.

La propagation des supermarchés s’appuie sur un transfert de capitaux et de technologies (investissements directs à l’étranger, IDE) par les multinationales de supermarchés. Les contrats de l’Organisation mondiale du commerce (OMC) pour la libéralisation des investissements (MIC) et du secteur des services (AGCS) ont ici joué un rôle essentiel. Les nombreux accords commerciaux bilatéraux conclus récemment par l’Union européenne ouvrent de nouveaux accès aux marchés. Les investissements directs allemands dans les filiales étrangères des grands groupes de supermarchés jouissent par ailleurs de la protection consacrée par les traités bilatéraux de protection des investissements conclus par

la République fédérale avec des États-hôtes (plus de 170 traités de protection des investissements signés) ainsi que de la protection de la puissante instance d’arbitrage de la Banque mondiale, le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI). Ces instruments internationaux ont pour objectif de faciliter la liberté d’établissement des grands groupes étrangers dans un autre pays et de dissuader les pays-hôtes qui souhaiteraient limiter les activités des grands groupes. L’accord AGCS dans le cadre de l’OMC fonctionne selon la loi de « l’offre et de la demande » entre les états, un peu selon le principe : « Je souhaite avoir accès à ton marché de vente au détail, en échange, je te donne accès à mon marché de logiciels ». L’UE a ainsi exigé auprès de la commission de l’AGCS d’avoir librement accès au commerce de détail de 60 pays, dont la Thaïlande en 2002. Le pays souhaitait tout d’abord autoriser l’implantation de supermarchés étrangers uniquement en dehors d’un périmètre de 15 kilomètres autour des centres-villes afin d’y préserver le tissu commercial des petits et moyens magasins. Suite à la pression massive exercée par les négociateurs de l’OMC, la Thaïlande fut contrainte de renoncer à cette restriction. Aujourd’hui, la Thaïlande est l’un des pays présentant la plus forte proportion de supermarchés en Asie.

## Les marchés informels n’ont plus leur place ?

Ce que l’on appelle la révolution du supermarché n’est en rien l’expression d’une demande des consommateurs. Elle a été promue et imposée par la force afin d’augmenter les profits des multinationales de l’agroalimentaire grâce aux modestes contributions des plus pauvres (cf. Buntzel/Marí, 2015).

Les municipalités, y compris en Allemagne et en Europe, ont joué un rôle peu glorieux dans ce processus. En dépit des protestations des petits commerçants qui éclatent partout dans le monde (plus de 13 millions de personnes rien qu’en Indonésie), elles accordent en effet aux chaînes nationales et internationales des allègements fiscaux et des autorisations d’implantation pour de nouveaux sites. Afin que les investissements des chaînes de supermarchés soient rentables, les marchés informels sont soit rayés du paysage urbain par la force, soit soumis à des restrictions massives. Peu importe que cela se fasse au prix d’importantes altérations du tissu social. La disparition de millions d’emplois au sein de la chaîne de distribution des aliments est loin d’être compensée par la création de nouveaux emplois. Les supermarchés appliquent les systèmes rationalisés de bout en bout issus de leurs pays d’origine ou sont copiés dans les pays en développement. Les produits transformés sont souvent importés.





Rosabeth Rivero possède une société d'autocars et gère un commerce de riz à Palawan, aux Philippines.

Non seulement l'éviction des petits commerces aggrave la pauvreté urbaine, mais il devient de plus en plus difficile pour les couches les plus pauvres de s'approvisionner en denrées alimentaires abordables. Les tailles et les quantités vendues en supermarché ne sont pas en adéquation avec leur pouvoir d'achat. Les supermarchés vendent unique-ment les meilleures qualités d'une récolte. Jusqu'à présent, les produits d'une bonne qualité gustative mais dont le calibre ou l'apparence ne répondait pas aux standards des supermarchés pouvaient être vendus à prix réduit aux personnes dans le besoin. Cela permettait de minimiser les pertes post-récolte, c'est-à-dire les produits perdus entre le lieu de production et le consommateur, en raison par exemple de l'absence de réfrigération ou de moyen de transport. Tout ceci disparaît avec la progression des supermarchés. Les conséquences pour la production des petits paysans sont elles aussi fatales, les chaînes de supermarchés préférant en effet acheter leurs marchandises locales auprès d'un nombre réduit de grandes et moyennes exploitations agricoles commerciales. La plupart du temps, les petits paysans ne sont pas en mesure de satisfaire les conditions et les standards imposés. Variables, ces derniers exigent par exemple des dispositifs d'irrigation, des espaces de conditionnement et de stockage propres à l'exploitation, l'utilisation documentée de pesticides, des normes d'hygiène, notamment des installations sanitaires, une certaine qualité et quantité de produits et le transport jusqu'au supermarché ou à ses points de collecte. (→ **Ville – Campagne – Nourriture**) Une personne produisant majoritairement des légumes pour son usage personnel sur une surface cultivée inférieure à deux hectares et revendant le surplus à des commerçants informels ou sur des marchés en ville n'est pas en mesure de remplir ce genre d'exigences. Cela nécessiterait des investissements qui, dans le meilleur des cas, ne pourraient être amortis qu'au bout de plusieurs années.

### La confiance importe davantage que les programmes standardisés

Sur les marchés informels, les relations avec les fournisseurs des produits les plus frais sont avant tout basées sur la confiance entre les personnes. La cliente connaît son vendeur sur le stand, connaît l'intermédiaire revendeur au marché de gros, qui lui-même connaît les paysannes et paysans qui souhaitent vendre leurs produits sur le marché. Dans les petites villes, principalement en Afrique, ce sont les familles de petits producteurs ou des membres de leur famille qui, une fois par semaine, proposent leurs marchandises sur des étals. Les revendeurs se fournissent directement auprès d'eux afin de transporter, à la saison des récoltes, les marchandises vers les villes de taille plus importante. L'avantage : toutes les qualités d'une récolte peuvent être proposées à la vente et trouver preneur à différents prix. Au sein de ces chaînes de valeur basées sur des relations interpersonnelles, les standards portent sur le calibre, le goût et la maturité. Ils doivent également se conformer de plus en plus aux réglementations publiques en matière de sécurité alimentaire, principalement dans le cas des denrées périssables telles que les œufs, le lait ou la viande. Tout le monde se connaissant, le responsable peut être informé et poursuivi relativement rapidement en cas de marchandise de mauvaise qualité. Mais pour préserver des relations de livraison de longue durée, toutes les personnes de la chaîne s'efforcent de respecter les « standards » souhaités. En cas de problèmes, l'ampleur des dégâts est limitée. La situation est totalement différente dans la production industrielle où la propagation des parasites et des maladies est quasiment incontrôlable.

Cela n'empêche pas les chaînes de supermarchés de prétendre que leurs conditions de production sont les plus sûres. Elles obligent leurs fournisseurs dans les pays en

développement à produire selon les mêmes standards que dans les pays industrialisés. Pour y parvenir, une partie des agriculteurs se voient contraints de se convertir à l'agriculture sous contrat. Seules les moyennes et grandes exploitations peuvent toutefois se le permettre, car cela implique au démarrage des investissements conséquents, garantis en général par des crédits. Les semences et les autres « ingrédients » de l'agriculture industrielle doivent dès lors être achetés auprès du donneur d'ordre. Il n'est pas garanti que le prix de rachat de la production couvre les coûts. Partout dans le monde, des agriculteurs sous contrat, hommes et femmes, se plaignent de récoltes refusées en raison du prétendu non-respect de normes de qualité. De telles pertes totales ne peuvent qu'entraîner l'endettement voire la ruine des exploitations agricoles. Le nombre de producteurs à qui les contrats de livraison avec la grande distribution profitent réellement est limité et se cantonne finalement aux exploitations de taille moyenne ayant eu la possibilité de s'agrandir au fil du temps. Les autres perdent leurs débouchés commerciaux et ne tirent aucun bénéfice du développement de l'industrie alimentaire à travers les supermarchés. Cette dernière est souvent présentée comme un moteur de création d'emplois en milieu rural, censé compenser les pertes d'activité dans les petites exploitations agricoles. Mais cela n'est valable que si les personnes concernées consentent à renoncer à leur vie d'agriculteur pour devenir des ouvriers d'usine. En effet, les petits paysans ne peuvent pas non plus faire le poids sur le marché de l'approvisionnement des usines transformant des produits agricoles en aliments prêts à l'emploi. Les usines travaillent en général

avec les agriculteurs sous contrat et là aussi, les critères élevés des chaînes de valeur du commerce de détail sont en vigueur. De surcroît, la pression concurrentielle avec les produits d'importation entraîne des conditions d'emploi très précaires dans les usines.

Cette mutation qui confère aux supermarchés la part belle de l'approvisionnement alimentaire entraîne également de profonds changements à un autre niveau. En Asie, on assiste ainsi au sein de la population urbaine à l'apparition de signes de malnutrition comparables à ceux observés aux Etats-Unis ou en Europe. La part des aliments transformés à forte teneur en sucre, matières grasses et viande augmente considérablement, entraînant une hausse rapide du pourcentage de personnes obèses et la progression du diabète. (→ **Malbouffe**) Les pays les plus touchés sont la Malaisie ou la Chine, tandis qu'en Amérique du Sud, les conséquences de l'obésité sont surtout visibles au Mexique.

L'industrie des supermarchés ne se lasse pas de répéter que les marchés de petits producteurs sont sans avenir, que l'offre de la grande distribution répond, elle, aux besoins de consommation des nouvelles classes moyennes qui, motivées par la publicité, opteraient pour une alimentation « moderne » et n'auraient, faute de temps, souvent d'autre choix que de faire leurs courses dans les supermarchés. Les gouvernements municipaux et nationaux suivent aujourd'hui encore cette théorie et continuent d'attribuer de nouveaux sites d'implantation aux supermarchés. Mais on observe également une tendance contraire. C'est le cas en Inde, par exemple, où les communes exigent des supermarchés qu'ils prouvent qu'une partie de leur approvisionnement provient de la petite agriculture paysanne. Certaines communes telles que Dar es Salam ou d'autres villes en Afrique modernisent quant à elles les marchés locaux et améliorent les conditions d'hygiène en les raccordant à l'eau et à l'électricité. La relance des marchés de gros en périphérie des villes jouera elle aussi un rôle décisif. Avec la congestion grandissante du trafic dans les mégapoles, des entrepôts doivent raccourcir la chaîne de transport entre les champs et les marchés. (→ **Ville – Campagne – Nourriture**)

Le maintien des marchés de quartier dans les mégapoles du Sud est un impératif majeur dans la mise en œuvre de la souveraineté alimentaire pour combattre la pauvreté, la faim et la malnutrition, et pas uniquement pour les populations urbaines les plus pauvres. La tendance observée dans les villes d'Europe et des États-Unis consistant à promouvoir à nouveau les marchés hebdomadaires proposant des produits frais de saison en provenance d'exploitations agricoles familiales doit inciter les hommes et femmes politiques du Sud à soutenir les marchés informels existants pour éviter de devoir les réintroduire dans 20 ans au prix d'efforts importants.



Au marché d'Ibadan, au Nigeria, des vendeuses proposent tomates, piments et autres légumes fraîchement cueillis.



# Agriculteurs urbains ou jardiniers amateurs – que cache la mode du jardinage urbain ?

Stig Tanzmann

Dans les métropoles du Nord, le jardinage urbain compte de plus en plus d’adeptes. Des personnes se réclamant du mouvement écologique aménagent des jardins dans des espaces urbains, tels que des toits (« rooftop farming ») ou des friches. Mais le jardinage ou agriculture urbaine n’est en rien une invention des pays du Nord. Dans les régions de grande pauvreté des pays du Sud, l’agriculture urbaine fait partie intégrante de la stratégie alimentaire.

On estime qu’en Afrique, 130 millions de personnes vivant dans les villes s’investissent dans l’agriculture urbaine, tandis qu’en Amérique latine, ce nombre atteint 230 millions (cf. FAO, 2015b). Elles cultivent des fruits et des légumes et élèvent des animaux pour leur propre consommation en autosuffisance. L’élevage urbain de poulets, mais aussi de chèvres et de vaches, est très répandu afin de subvenir aux besoins personnels ; une partie des animaux est également vendue. Les élevages sont installés dans des cours situées près des habitations ou bien dans des espaces publics inutilisés. Selon l’Organisation des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO), 800 millions de citoyens élèvent des animaux de ferme et un quart de ces personnes proposent les produits récoltés sur des marchés (cf. FAO, 2014b). Dans les mégapoles telles que Rio de Janeiro, l’agriculture urbaine joue entre-temps un rôle considérable dans l’approvisionnement alimentaire de la ville. L’urbanisation croissante



Aujourd’hui, près de 20 000 citoyens, hommes et femmes, cultivent eux-mêmes des fruits et des légumes dans le périmètre de la ville de Détroit.

entraîne en effet un tel étalement géographique des grandes villes que des terres anciennement utilisées pour l’agri-culture sont intégrées au territoire urbain. A Buenos Aires, on recense plus de 2 000 jardins communautaires partagés par les habitants d’un même immeuble, les membres d’une famille, le voisinage ou initiés par des chômeurs. Dans les « townships » d’Afrique du Sud, les petites surfaces cultivées sont fréquentes.

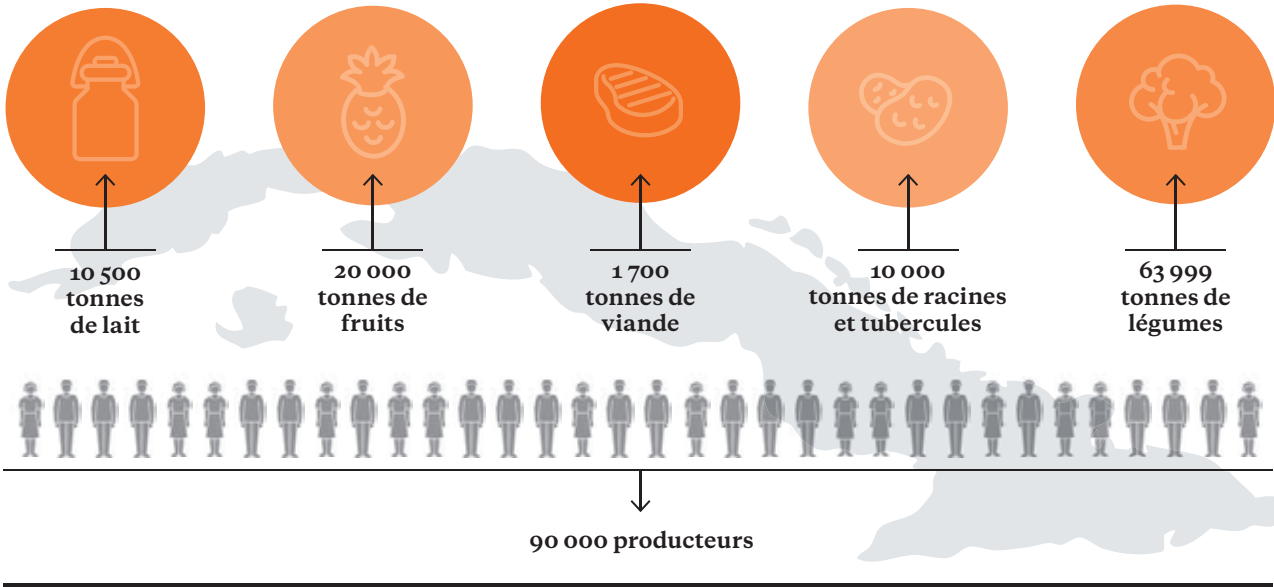
Les jardins urbains ont-ils le potentiel de nourrir un nombre croissant de futurs citoyens ? L’agriculture urbaine joue un rôle de premier plan en cas de crise systémique ou de guerre, lorsque l’approvisionnement des villes en provenance de l’espace rural s’effondre ou est interrompu. Les exemples suivants mettent en lumière la manière dont des habitants, en raison de difficultés d’approvisionnement, prennent eux-mêmes l’initiative de développer une économie de subsistance et de subvenir seuls à leurs besoins.

## Détroit – un réseau de jardins urbains

Le déclin économique de la ville automobile de Détroit illustre à merveille l’importance du jardinage urbain pour l’approvisionnement des citoyens. Suite à l’effondrement de l’industrie automobile, le rêve américain capitaliste a ici brutalement pris fin, laissant derrière lui une métropole en proie à une désindustrialisation galopante – avec des conséquences visibles sur l’approvisionnement alimentaire. Les denrées alimentaires sont devenues hors de prix ou ont, pour certaines, totalement disparu de la ville du fait de l’absence de pouvoir économique des habitants de Détroit et de la disparition du réseau d’approvisionnement constitué de supermarchés et de fast-foods qui s’est ensuivi. La population a alors pris les choses en main et a entrepris de cultiver des aliments sur d’anciens terrains industriels. Cela a donné naissance à un impressionnant réseau de plus de mille jardins urbains. Les cultivatrices et cultivateurs ont tout d’abord proposé leurs produits sur des marchés informels, puis des marchés fermiers ont vu le jour. Parti de Détroit, ce mouvement d’« urban gardening » a fait école dans l’ensemble des États-Unis. De par son besoin en semences, le mouvement « urban gardening » joue également un rôle dans la mise en place et l’entretien des banques communales de semences appelées « seed libraries ». Il s’agit là de deux aspects importants de la résistance grandissante au sein des États-Unis contre l’agriculture industrielle et les organismes génétiquement modifiés (OGM) des grandes multinationales.

Quantité de denrées alimentaires produites chaque années à la Havane /Cuba

Lieux de production  
97 jardins intensifs  
5 100 surfaces cultivées de moins de 800 m²  
89 000 jardins d’arrière-cour



Source : IINAS 2015

## Révolution agro-écologique à La Havane

Cuba est l’un des exemples les plus célèbres en matière d’agriculture urbaine. Au début des années 1990, l’effondrement du bloc de l’Est entraîne avec lui la disparition de la répartition du travail entre les états socialistes et à l’intérieur même de ces états ; du jour au lendemain, les importations de denrées alimentaires, de marchandises et de pétrole en provenance des états soviétiques, et dont dépendait fortement le pays, s’interrompent brutalement et l’ancien système d’approvisionnement en denrées alimentaires ne fonctionne plus. Cela a pour conséquence une détérioration dramatique de la situation alimentaire, notamment dans les villes. Les habitants ont alors entrepris d’aménager des jardins sur les espaces non-utilisés et d’y cultiver des aliments. Très rapidement, ils ont ainsi accru la part des denrées alimentaires produites en ville, principalement à La Havane. Au milieu des années 1990, on recensait déjà dans la ville de deux millions d’habitants près de 30 000 parcelles de jardins. Les agriculteurs urbains utilisent peu d’engrais et de pesticides, cultivent des terrains de très petite taille et choisissent du bétail adapté aux surfaces réduites dont ils disposent généralement. Aujourd’hui, grâce à la « Revolución verde » plus de deux tiers des fruits et légumes consommés à La Havane poussent à l’intérieur du périmètre de la ville. En attribuant généreusement des terrains vagues aux producteurs et en offrant un accompagnement scientifique, le gouvernement cubain a activement encouragé l’« Agricultura urbana ».

Le développement de la production agro-écologique joue ici un rôle de premier plan. En tout, plus de 35 000 hectares sont dédiés à La Havane à l’agriculture urbaine et la majorité est cultivée de manière écologique. Le succès de l’agriculture urbaine cubaine a fait des émules dans le monde entier. Les fondateurs des *Prinzessinnen-gärten*, situés dans le quartier berlinois de Kreuzberg et principale figure du mouvement allemand de jardinage urbain, ont ainsi puisé leur inspiration de leurs nombreux séjours à Cuba.

## 15th Garden – vital en Syrie

Le réseau 15th Garden est un exemple actuel illustrant le lien entre agriculture urbaine et résistance politique. Depuis des années, ses activistes s’engagent en faveur de la démocratisation de la Syrie et cultivent des jardins urbains dans les villes et enclaves occupées et affamées de Syrie. Ce réseau est composé de jardins urbains, de jardins familiaux interconnectés au niveau régional, d’une organisation paysanne commune et d’une production paysanne en commun dans les régions rurales et d’initiatives agricoles lancées par des réfugiés dans les camps situés dans les pays frontaliers de la Syrie. Ces activistes se sont donné pour mission de démocratiser le système alimentaire et de réintroduire sur le marché des denrées, au premier rang desquelles les légumes. Ils proposent des ateliers d’échange et de reproduction de semences ainsi que des cours d’agriculture et de jardinage durables pour la transmission des compétences.



800

millions de personnes  
pratiquent l'agriculture  
urbaine dans les pays  
en développement

1/4

d'entre elles vend  
également les produits  
cultivés de cette manière

Source : FAO 2014b

Conseils de l'alimentation à Berlin et  
au Brésil

La création à Berlin de l'un des premiers « conseils de l'alimentation » d'Allemagne est sans aucun doute elle aussi en lien avec le mouvement de jardinage urbain fonctionnant en démocratie directe dans cette ville. L'objectif : échanger avec les groupes de producteurs

ruraux afin de mieux équilibrer les intérêts et de renforcer les producteurs, hommes et femmes, dans un contexte où les campagnes de la périphérie urbaine sont fortement industrialisées. L'exemple du Brésil illustre à merveille le succès que peut rencontrer un tel dialogue : ici, le conseil national de l'alimentation CONSEA (Conselho Nacional de Segurança Alimentar e Nutricional), qui rassemble des représentants des organismes gouvernementaux ainsi que différents groupes issus de la société civile, a contribué à démocratiser le système alimentaire et à endiguer la faim et la malnutrition tout en conciliant les intérêts des populations urbaine et rurale.

Tous ces mouvements ont un point commun : bien qu'animés par motivations diverses, ils modifient depuis la ville le système alimentaire existant. Pour ce faire, ils ont recours à des modes de production agricole traditionnels. Certains mettent l'accent sur la dimension plurielle de la biodiversité rurale afin de rompre la monotonie des villes et de leurs habitudes alimentaires. D'autres instaurent de nouvelles relations entre producteurs et consommateurs, au travers par exemple des conseils urbains de l'alimentation. Cela permet aux habitants des villes et des campagnes de mieux se comprendre mutuellement, tout en diversifiant les modes de production et de consommation alimentaires.



Dans ce jardin communautaire, les hommes et les femmes, habitants de Jacmel/Haïti, cultivent des légumes.

Malbouffe pour tous : peut-on encore stopper  
l'invasion du sucre, des matières grasses et des  
calories vides dans les pays du Sud ?

Mareike Haase

Les personnes en situation de pauvreté vivant dans les villes, ont de plus en plus de difficultés à se nourrir sainement. Elles sont devenues la cible des grands groupes agroalimentaires transnationaux qui mettent sur le marché des produits spécialement conçus à leur intention et généralement mauvais pour la santé en raison de leur forte teneur en graisses saturées, sucre et autres glucides raffinés. Cette évolution s'inscrit dans une tendance générale consistant à délaisser les aliments frais et non transformés au profit d'aliments prêts à consommer transformés industriellement à plusieurs reprises. Cette mutation alimentaire compte pour beaucoup dans l'augmentation de la malnutrition dans le monde entier. Par ailleurs, l'alimentation perd sa valeur sociale pour les personnes et leurs communautés.

Manger ce qui est mauvais pour la santé ?

Des enquêtes récentes montrent que, dans le sillage de la mondialisation, de l'urbanisation et du développement économique, la part des aliments transformés à forte densité énergétique et dont la production nécessite des ressources importantes augmente dans l'alimentation des pays du Sud (Waskow/Rehaag, 2011). Consommer des produits transformés est considéré comme chic, moderne et privilégié. Cette évolution est également due au fait que les travailleurs, hommes et femmes, quittent la famille qui les épaulait et les approvisionnait pour migrer en ville où, en raison de longues journées de labeur et d'importants trajets pour rejoindre leur lieu de travail, ils passent moins de temps à faire les courses et à cuisiner. Nombre d'entre eux ont recours à des aliments prêts à l'emploi et donc faciles à préparer. Au menu : nouilles instantanées, produits laitiers ou yaourts sucrés, céréales de petit-déjeuner et biscuits divers et variés, hamburgers et boissons gazeuses. Nombre de ces produits alimentaires sont enrichis artificiellement en micronutriments, tels que des vitamines ou des oligo-éléments, afin de les rendre prétendument nourrissants. Cette idéologie du nutritionnisme a été développée par le sociologue des sciences australien Gyorgy Scrinis et préconise d'évaluer les denrées alimentaires selon la quantité des nutriments qu'elles contiennent. Leur classification en « bons » ou « mauvais » aliments se fonde alors uniquement sur les nutriments présents (Pollan, 2009). Une analyse aussi étreiquée semble laisser penser que l'ajout artificiel de compléments alimentaires (nutraceutiques)



La restauration rapide est en plein essor : un fast-food du centre-ville de Lomé/Togo.

permet de transformer un produit initialement pauvre en nutriments en un nouveau produit à forte valeur nutritive. Les interactions entre les différents ingrédients et leur tolérance par l'organisme sont ici ignorées.

Aliments toxiques et promesses santé

Tandis que dans les pays industrialisés, un nombre croissant de consommateurs, de plus en plus soucieux de leur santé, privilégient les produits régionaux et certifiés biologiques au détriment des produits transformés, on assiste dans certains pays plus pauvres à l'évolution inverse. Cela profite à une industrie agro-alimentaire qui, à l'instar de McDonald's, Nestlé et Danone, consacre son activité à la production d'aliments ultra-transformés et de malbouffe. Cette industrie envahit à présent les marchés des pays du Sud où elle cible avant tout les franges les plus pauvres de la population (Stuckler/



Nestlé, 2012). Actuellement, ces pays sont quasiment les seuls où l'on observe encore une croissance du segment commercial des aliments prêts à l'emploi et des boissons gazeuses à forte teneur en sucre, matières grasses et sel. Les pays émergents eux-mêmes, tels que la Chine, le Brésil et l'Afrique du Sud, ne sont plus des marchés à conquérir, les entreprises ayant atteint dans ces pays une pénétration des marchés comparables à celle observée dans les pays industriels (Monteiro/Cannon, 2012). Les stratégies de marketing agressives contribuent fortement à la prolifération de la malbouffe et des aliments prêts à l'emploi. Les multinationales tirent parti de la mutation alimentaire mondiale et vantent l'aspect so-disant pratique et nourrissant des aliments industriels. Ils encouragent ainsi encore davantage les changements de comportements alimentaires et la raréfaction des produits frais et des repas faits maison. C'est par exemple le cas en Inde où Nestlé propose aux travailleurs et aux écoliers les plats préparés Maggi Atta Noodles ou Maggi Dal Noodles en guise de déjeuners rapides à préparer. Les allégations de santé (« health claims »)

sont elles aussi très répandues. En Afrique du Sud, Danone affirme ainsi que les yaourts sucrés sont efficaces dans la prévention des troubles intestinaux. En Allemagne par exemple, ce type d'argument publicitaire est interdit. La mise sur le marché d'aliments sous emballages de très petite taille permet par ailleurs aux plus pauvres d'acheter ces produits. Dans de nombreux pays, les réglementations nationales ne suffisent pas à mieux protéger les consommateurs et consommatrices face à ces allégations.

La mondialisation d'un mode de vie mauvais pour la santé

Les conséquences pour la santé de la population et les systèmes de santé locaux sont dramatiques. Depuis 1980, le nombre de personnes souffrant d'obésité dans le monde entier a doublé (OMS, 2014). D'ici 2025, celui-ci atteindra environ 228 millions ; les pays les plus peuplés, tels que l'Inde et la Chine, sont particulièrement touchés. Dans

« Ces produits sont fabriqués à partir de substances extraites d'aliments complets : morceaux d'animaux de qualité inférieure, ingrédients bon marché du type amidon de céréales raffiné, sucre, acides gras et huile, conservateurs et autres additifs. Ces produits sont formulés de manière à avoir un goût prononcé et à duper les mécanismes de contrôle de l'appétit du corps humain. Nombre d'entre eux, s'ils sont autorisés par la loi, sont en réalité des contrefaçons – qui ont l'apparence et le goût d'aliments complets. Ils sont en outre conçus et conditionnés pour pouvoir être conservés longtemps et ne nécessiter aucune préparation en cuisine. Ces produits peuvent être consommés partout et quasi instantanément ; on n'a même plus besoin de table, ni de chaise, ni d'assiette, ni de couverts. »

Carlos Monteiro, nutritionniste (Monteiro/Cannon 2012)



Dès la signature de l'accord de libre-échange ALENA, les multinationales agro-alimentaires américaines ont pris d'assaut le marché mexicain.

les pays émergents et en développement, on recense 33 millions d'enfants de moins de cinq ans souffrant d'obésité tandis qu'à l'échelle mondiale, plus de 161 millions d'enfants sont atteints de « stunting », un retard de croissance causé par la malnutrition (UNICEF/OMS Banque mondiale, 2013). Parmi ces enfants, nombreux sont ceux qui souffriront tout au long de leur vie des conséquences de la malnutrition sur leur santé.

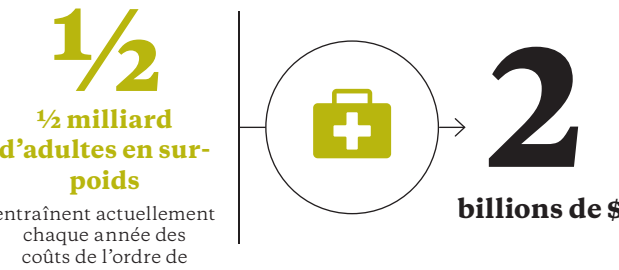
Les conséquences de la malnutrition et de la dénutrition représentent une charge importante pour les pays concernés. Cela entraîne en effet des frais médicaux conséquents pour les personnes touchées, les collectivités et le système de santé. Il convient aussi de prendre en compte les pertes de productivité, les symptômes aigus pouvant par exemple entraîner une incapacité de travail. A cela viennent s'ajouter les coûts ultérieurs engendrés par les maladies causées par une malnutrition sur le long terme. Connues jusqu'ici comme des « maladies de pays riches », les affections telles que l'hypertension, le diabète de type II et l'obésité, ainsi que les maladies cardio-vasculaires qui s'ensuivent et les décès prématurés sont de plus en plus fréquents dans les pays émergents et en développement. Il est prouvé que la mondialisation d'un mode de vie malsain est l'une des principales causes de ce phénomène (OMS, 2015). Les systèmes de santé doivent se préparer à traiter tout au long de leur vie les patients atteints de ces maladies chroniques non transmissibles. Dans les pays émergents et en développement, les systèmes de santé doivent donc faire face à un double fardeau (« double burden of malnutrition ») : d'une part, les défis de la faim et de la sous-nutrition, de l'autre, ceux de la suralimentation et du surpoids. L'augmentation des pathologies liées à l'alimentation est susceptible de contrebalancer et d'annuler les efforts de réduction de la pauvreté. D'ici 2025, les pertes économiques entraînées par l'apparition de maladies chroniques non transmissibles ont été évaluées à plus de sept billions de dollars dans les pays émergents et en développement. Cette somme est plusieurs fois supérieure à celle qui serait nécessaire pour combattre ces maladies par le biais de mesures telles que la promotion d'une alimentation saine (OMS, 2014).

Il est donc urgent que quelque chose se passe. Il faut faire obstacle aux fabricants de produits dangereux pour la santé – et ce, grâce une réglementation publique pour la préservation de la santé. À l'été 2016, la Grande-Bretagne a ainsi mis en place une « taxe sur les sodas ». Cet impôt concerne les boissons contenant plus de cinq grammes de sucre ajouté pour 100 millilitres ; conçu comme un impôt sur les sociétés, il pénalise uniquement les producteurs. Les recettes doivent servir à la mise en place de programmes de santé pour les écoliers. En 2014, le Mexique, le pays comptant le plus grand nombre de cas de diabète au monde, a été le premier



Les aliments prêts à l'emploi étant considérés comme modernes et bons marché, de plus en plus de gens renoncent à préparer eux-mêmes leurs repas.

à introduire une taxe sur les boissons sucrées. De premières études montrent que cela entraîne effectivement une baisse de la consommation de sodas. Des directives politiques fortes sont également nécessaires à plusieurs niveaux afin, d'une part, de renvoyer les multinationales à leurs études tout en, d'autre part, mettant à contribution la population. Un travail ciblé de prévention doit permettre aux consommateurs de faire des choix conscients, de peser le pour et le contre des différents modes d'alimentation et, dans le meilleur des cas, de rejeter les produits industriels et mauvais pour la santé. Pour que les multinationales repensent leurs stratégies et misent sur d'autres produits, il est indispensable que les ventes dans ce segment reculent. En effet, pour reprendre les mots de Biraj Patnaik de la campagne Right to Food, « nous souhaitons contrôler ce qu'il y a dans notre nourriture et comment elle est préparée. Nous voulons sentir des goûts et des arômes naturels ; c'est insérés dans notre famille, dans notre communauté et notre culture que nous voulons manger » (Kruchem 2015).



Source : Dobbs et al., 2014



# La sous-estimation de la pauvreté – que fait l’État pour que la population citadine soit bien nourrie et en bonne santé ?

Nicola Wiebe

**L’une des caractéristiques de la vie en ville est la forte dépendance de la population vis-à-vis des prix du marché des denrées alimentaires et autres biens de consommation courante. Disposer d’un revenu financier constitue une condition essentielle pour avoir accès à une alimentation adaptée. Les systèmes de protection sociale jouent ici un rôle de premier ordre.**

En ville, bien s’alimenter est avant tout fonction de l’argent dont on dispose, ou non, pour acheter à manger. Pour les personnes vivant dans la pauvreté, l’aide financière, ponctuelle ou de longue durée, apportée par des dispositifs publics, tels que les allocations familiales ou le revenu minimum, est déterminante. En général, cet argent est consacré avant tout à l’achat de denrées alimentaires. Les mesures de protection sociale favorisent donc directement l’accès à la nourriture en garantissant un revenu disponible durablement ou bien temporairement en cas d’emploi saisonnier ou d’inaptitude au travail.

L’autosubsistance grâce, par exemple, à un potager que l’on cultive soi-même en ville, ne suffit en général qu’à couvrir une partie des besoins, d’autant que la majeure partie de la population urbaine travaille dans un domaine autre que l’agriculture dans des conditions précaires avec de longues semaines de travail, ce qui ne laisse qu’un peu de temps pour s’occuper de ses propres cultures. (*-> Agriculteurs urbains ou jardiniers amateurs ?*) Les réseaux d’entraide de la population urbaine pauvre se limitent souvent à un cercle restreint de personnes disposant elles-mêmes de revenus très limités. Pour cette raison, les quartiers marqués par la pauvreté ou les zones d’habitation informelles sont les premiers touchés par les hausses de prix des denrées alimentaires ou les grandes dépenses imprévues, par exemple en cas de maladie.

## Surmonter l’exclusion de la population pauvre

Afin de surmonter de tels désavantages structurels, il convient d’aller plus loin dans la mise en place de systèmes de protection sociale garantissant à chaque être humain le droit à l’alimentation, à la santé et à l’éducation. C’est le seul moyen d’empêcher que les enfants de familles en situation de pauvreté soient, dès leur naissance, privés de perspectives, ne puissent déployer leurs potentiels ni avoir la chance de construire une vie libre et autonome. L’accès aux dispositifs de sécurité sociale (assurance retraite ou maladie, par exemple), souvent lié à l’exercice d’une activité professionnelle formelle

et au versement de cotisations, est toutefois particulièrement difficile pour les groupes de population défavorisés. Dans le monde, seuls 22 pour cent des personnes disposent d’une telle protection (ILO, 2014). Les femmes et les jeunes filles, en particulier, travaillent souvent dans les services domestiques ou le commerce informel – des secteurs qui à ce jour ne sont que très rarement couverts par les assurances sociales. Selon les statistiques de l’Organisation internationale du travail, 80 pour cent des femmes indiennes vivant en ville travaillent ainsi dans le secteur informel (cf. Sankaran, 2011). (*-> Double peine*)

Les régimes financés par l’impôt instaurant un socle de protection sociale et destinés tout spécialement à assurer une protection minimum n’atteignent pas non plus les personnes qui connaissent les situations de vie les plus extrêmes. Parmi ces exclus figurent bien souvent les ruraux venus s’installer en ville. Cela s’explique entre autres par l’agencement même de ces programmes : si par exemple la déclaration d’un domicile formel figure parmi les conditions à remplir pour avoir accès à une aide, de nombreux habitants des bidonvilles s’en voient alors de facto exclus. Dans la plupart des cas, des obstacles administratifs privent les personnes de l’accès aux programmes. Parmi les problèmes caractéristiques, citons une politique d’information peu développée, la complexité des procédures de demande, la longueur des délais de traitement des dossiers ou encore des traitements discriminatoires (Hopkins/Bastagli/Hagen-Zanker, 2016). Cela est diamétralement opposé aux besoins des personnes qui ont un accès limité à l’information et un faible niveau d’éducation, vivent dans des conditions informelles et instables ou manquent de confiance en elles. Elles ne font donc pas appel à ces programmes alors qu’elles y auraient théoriquement droit et en tireraient un bénéfice concret. C’est la raison pour laquelle Pain pour le Monde soutient en Inde ou en Afrique du Sud, par exemple, des mouvements sociaux qui informent les groupes de population particulièrement défavorisés au sujet de leurs droits et les encouragent à revendiquer leurs droits collectivement ou à titre individuel. Parallèlement à cela, ces mouvements s’engagent sur le terrain politique afin que les programmes sociaux soient davantage accessibles aux groupes de population les plus pauvres.

## De nouvelles options en matière de politique sociale

Dans le cadre de la responsabilité qui lui incombe d’assurer la sécurité alimentaire, l’État mène également des

programmes de protection sociale et des politiques sociales portant explicitement sur l’alimentation. C’est le cas par exemple des repas scolaires, des distributions de nourriture subventionnées, de l’approvisionnement direct au sein d’institutions sociales (jardins d’enfant, hôpitaux, etc.) ou encore la création de réserves alimentaires dans le but de contrôler les fluctuations du prix des denrées de base. Le secteur public a donc un besoin en denrées alimentaires à la fois important et largement prévisible, d’où la nécessité des achats publics, dont la mise en œuvre ouvre de nombreuses possibilités. Ainsi, en faisant des choix ciblés lors de ses achats, l’État peut influencer la production agroalimentaire de son pays dans le sens de la réduction de la pauvreté et du développement durable. Des contrats de longue durée avec de petits producteurs agricoles peuvent ouvrir à ces derniers des perspectives de planification sur le long terme, accroître leur sécurité économique, augmenter leur solvabilité et les dissuader d’émigrer vers les villes.

En pratique, les possibilités offertes par les achats publics restent souvent inexploitées, y compris en Allemagne. Le principal critère de décision reste le plus bas prix. À cela s’ajoutent les obstacles bureaucratiques. Bien souvent, les petits groupes de producteurs ne sont donc pas en mesure de livrer les quantités minimales ou de remplir les exigences en matière de standardisation des appels d’offres publics. Dans de nombreux cas, ils ne disposent pas non plus d’une activité d’entreprise suffisamment formalisée ou sont tout simplement incapables de concurrencer les (prix des) grandes exploitations agricoles ou (des) produits importés (De Schutter, 2014). Pour cette raison, il est nécessaire d’accorder, sur décision politique, un poids plus important à d’autres critères d’attribution des marchés publics – telle que la production locale, et écologique en provenance de petites exploitations paysannes.

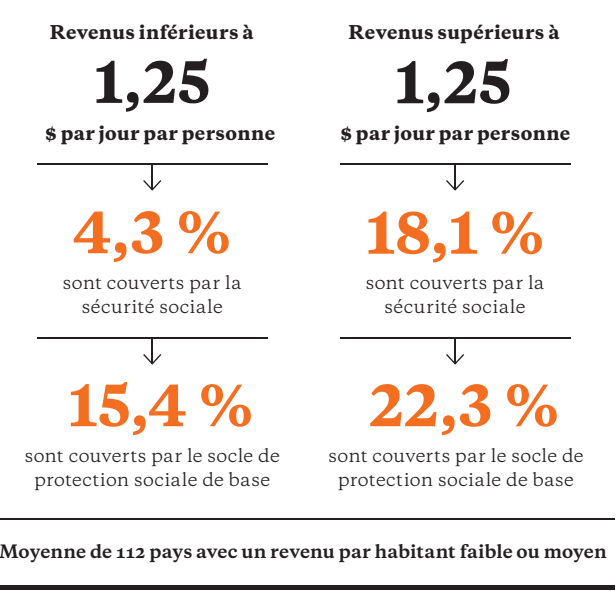
Il existe toutefois des exemples positifs où d’autres voies ont été empruntées avec succès. Au Brésil, la demande publique de produits agricoles pour l’ensemble de programmes nationaux baptisé « Zéro Faim », a été dotée d’un cadre contractuel permettant de réduire les risques pour les petits paysans tout en les incitant à investir dans la qualité de leurs produits. Par la suite, ces derniers sont parvenus à augmenter leurs revenus et à améliorer leurs conditions de vie (Swensson, 2015). L’exemple du CAPA, organisation partenaire de Pain pour le Monde, illustre parfaitement cette réussite. (*-> Les partenaires de Pain pour le Monde montrent l’exemple*) Au terme de plusieurs boucles d’apprentissage et processus d’adaptation, le programme « Faim Zéro » a permis d’accroître continuellement le volume de marchés directement attribués à de petites exploitations paysannes. En 2012, le nombre de d’hommes et de femmes producteurs concernés a ainsi atteint 190 000. Un quota de 30 pour cent réservé aux petites exploitations paysannes a par

ailleurs été introduit dans le cadre du programme de repas scolaires. Ces expériences ont également inspiré d’autres pays ainsi que des organisations internationales. Dans le cadre de l’initiative « Purchase for Progress », le Programme alimentaire mondial (PAM) mène ainsi dans 20 pays des projets pilotes pour une nouvelle approche en matière de marchés public (WFP, 2015).

## Effets positifs en ville et à la campagne

Il existe une multitude de moyens envisageables pour que l’action étatique lutte plus efficacement contre la pauvreté et devienne plus cohérente. Les systèmes universels de sécurité sociale, en particulier un socle de protection de base avec de faibles barrières d’accès accompagné d’une politique d’information proactive, constituent un principe du développement urbain inclusif. Ces systèmes encouragent la population à gagner en autonomie, à s’entraider et à tirer parti de la dynamique économique et sociale de la ville. De nombreux aspects positifs de la vie citadine, tels que la diversité des projets de vie, la dissolution de certaines structures sociales figées et l’accès à l’éducation, peuvent alors être exploités. Cela peut également permettre de faire bouger les normes paralysantes, les stéréotypes de genre et les modèles d’oppression. Parallèlement à cela, les acteurs publics doivent prendre en compte les répercussions de leurs actions sur les producteurs et saisir la complémentarité des développements urbains et ruraux. (*-> Ville-Campagne-Nourriture*) L’approvisionnement bon marché en denrées alimentaires pour des programmes de politiques sociales ne doit en aucun cas accentuer l’appauvrissement de la population rurale. La marge de manœuvre politique doit être utilisée activement afin de recréer un lien positif entre sécurité alimentaire dans les villes et revenu suffisant garantissant la sécurité alimentaire à la campagne.

### Qui a accès à la sécurité sociale ?



Source : Gentilini, 2015



## Double peine : pourquoi les femmes vivant en ville sont-elles particulièrement touchées par la malnutrition et la pauvreté

Carsta Neuenroth



Son enfant sur le dos, cette vendeuse de rue vend des fruits aux passagers des voitures coincées dans un embouteillage à l'heure de pointe.

Dans les pays du Sud, la vie en ville offre souvent aux femmes et aux jeunes femmes la possibilité de choisir davantage la vie qu'elles mènent que dans les régions rurales, où les traditions discriminatoires envers les femmes sont généralement plus tenaces et plus profondément ancrées qu'en milieu urbain. La plupart du temps, les femmes sont également responsables de nourrir leurs enfants et leurs proches, mais cela résulte souvent d'une situation de pauvreté et de discrimination de genre et peut entraîner la malnutrition de l'ensemble de la famille. Dans l'espoir d'y trouver une vie meilleure, de nombreuses femmes partent s'installer en ville, de leur plein gré ou bien poussées par des crises, des catastrophes et des conflits. Dans l'incapacité de cultiver leurs propres aliments, les femmes vivant en ville se retrouvent alors face au défi de devoir gagner de l'argent pour se nourrir, elles et leurs familles.

La croissance démographique et les migrations entraînent une croissance rapide des villes. Dans les pays du Sud, le nombre des femmes émigrant vers les villes augmente, et 80 pour cent de la population sera urbaine d'ici 2050. De nombreuses femmes et jeunes filles vivant en ville saisissent les opportunités d'éducation et de formation, bénéficient des emplois dans le secteur privé et s'intègrent dans des réseaux de solidarité qui les aident à gérer leur quotidien. Mais aujourd'hui déjà, ces processus de migration et d'urbanisation sont marqués par la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la malnutrition (Tacoli, 2012). Ces conditions difficiles empêchent de nombreuses femmes et jeunes filles de réaliser leur rêve d'une vie meilleure et leurs espoirs sont souvent déçus.

### Rêves brisés dans les villes

Les femmes et les jeunes filles sont surreprésentées parmi les personnes touchées par la faim et la malnutrition. Sur les deux milliards de personnes souffrant de malnutrition dans le monde, 1,4 milliard sont des femmes et des jeunes filles. Cela est dû aux pénalisations ou discriminations structurelles dont celles-ci sont victimes et dont la conséquence est que les femmes et les jeunes filles ont un statut social, un niveau d'éducation et un statut économique inférieurs à celui des hommes. Ces facteurs négatifs limitent les possibilités pour les femmes et les jeunes filles, surtout si elles sont pauvres, de décider elles-mêmes de la vie qu'elles mènent et de voir transposé dans les faits leur droit à une alimentation suffisante et équilibrée.

À l'échelle mondiale, les femmes représentent aujourd'hui déjà la moitié de l'ensemble de la population migrante internationale et déplacée à l'intérieur d'un pays (OIM, 2015). De plus en plus de femmes assument seules l'alimentation de leur famille et s'installent en ville sans partenaire ou autre adulte membre de la famille dans l'espoir de pouvoir mieux se nourrir, elles et leurs enfants. D'autres femmes suivent leurs époux et leurs proches lorsque ces derniers décident d'émigrer.

Les femmes comme les hommes s'attendent à trouver en ville de meilleures conditions de vie et de travail ainsi qu'un accès aux infrastructures et aux services tels que le logement, le transport, l'électricité, l'eau et le traitement des eaux usées. Pour de nombreuses femmes, les discriminations de genre et la violence

sexualisée auxquelles elles sont exposées dans leurs villages d'origine constituent un motif supplémentaire de migration. Pour les jeunes femmes, en particulier, qui s'opposent à un mariage forcé ou se révoltent contre d'autres traditions, la migration s'accompagne de l'espoir d'échapper aux attentes de leurs familles. Les femmes n'ayant pas le droit de posséder des terres ou de percevoir un héritage dans de nombreuses régions du monde, les veuves ou les femmes issues de sociétés polygames et dont les époux ne remplissent pas leur devoir consistant à subvenir aux besoins de la famille sont contraintes de gagner leur vie en ville. On ne leur facilite pas la tâche. Les femmes doivent surmonter de nombreux obstacles pour offrir à leurs familles une nourriture équilibrée en quantité suffisante et sortir de la pauvreté.

### La réalité : travail précaire et faibles revenus

Les ménages urbains dépendent plus des achats alimentaires que les ménages ruraux. (→ *Sous-estimation de la pauvreté, Ville-Campagne-Nourriture*) Cela accroît leur dépendance aux revenus financiers et aux chances de générer ces derniers. Les femmes vivant dans la pauvreté sont plus touchées par le chômage que les hommes. Les chiffres de la Banque mondiale pour la ville de Dhaka, au Bangladesh, indiquent ainsi que 25 pour cent des femmes pauvres sont touchées par le chômage pour seulement dix pour cent d'hommes pauvres (World Bank, 2007). Les femmes défavorisées font partie des personnes qui ne trouvent que rarement un emploi dans le secteur formel, souvent parce qu'elles n'ont pas la possibilité de faire valoir leur droit à l'éducation. Elles sont donc davantage dépendantes du secteur informel précaire que les hommes et ne trouvent souvent pas d'autres emplois que ceux de petite commerçante, de vendeuse de rue, d'aide ménagère ou de garde d'enfants. Les revenus qu'elles touchent ont beau être peu élevés, ils sont indispensables pour nourrir les familles, y compris au sein des ménages où les deux partenaires travaillent. De plus en plus de ménages d'Amérique latine, d'Afrique subsaharienne et de nombreux pays d'Asie sont dépendants non seulement du travail domestique non rémunéré effectué par les femmes mais également de l'argent qu'elles gagnent. Dans de nombreux cas, les enfants doivent malgré tout eux aussi travailler, ce qui les empêche d'aller à l'école. En conséquence de quoi, une fois adultes, ils exerceront des emplois non qualifiés et mal rémunérés, tout comme leurs parents.

### Double charge : « travail » et famille

Les femmes sont souvent contraintes de travailler dans des conditions éprouvantes tout en s'occupant des

enfants et du ménage. Cela s'avère souvent plus difficile en ville qu'à la campagne. Là-bas, les mères travaillant dans le secteur agricole emmènent par exemple souvent leurs enfants avec elles dans les champs. Dans le contexte urbain, les emplois rémunérés permettent rarement aux femmes d'être près de leurs enfants pendant leur temps de travail. De longs trajets entre le domicile et le lieu de travail aggravent la situation et accentuent la dépendance vis à vis des structures de garde d'enfant, bien souvent insuffisantes (Mohiddin/Phelps/Walter, 2012). La situation domestique des femmes les empêche d'améliorer leur position sur le marché du travail, par exemple en devenant plus qualifiée. Les femmes ont beau travailler la majeure partie de la journée, elles manquent constamment de temps. Ce cercle vicieux ne pourra être brisé tant que les tâches domestiques pèseront essentiellement sur les épaules des femmes et ne seront pas socialement reconnues, réparties et valorisées.



En raison de leur manque de formation, les femmes travaillent souvent dans le secteur informel, comme cette femme vietnamienne qui nourrit sa famille en vendant des produits sur le marché.

### Un coût de la vie élevé

La vie en ville est chère, notamment et surtout dans les bidonvilles. Les coûts du logement, de l'énergie et de l'eau y sont souvent plus élevés qu'à la campagne, et ce en dépit d'une qualité ou d'un approvisionnement insuffisants. Chaque hausse de prix, en particulier celui des denrées alimentaires, a donc des conséquences catastrophiques sur la vie et l'alimentation des personnes concernées. La forte densité de population combinée à un approvisionnement en eau insuffisant et au manque d'hygiène entraîne des problèmes de santé, en particulier chez les enfants souffrant de malnutrition. Les centres de soins sont souvent éloignés, s'y rendre occasionne donc des frais de transport qui bien souvent ne sont pas prévus dans le budget du ménage.



Des études menées par l’ONU-Habitat ont démontré que les ménages avec une femme à leur tête, et dont le nombre augmente, souffrent tout particulièrement des mauvaises conditions de logement et de vie dans les quartiers précaires (cf. Women Watch o.J.). Des logements peu sûrs et des sanitaires éloignés accroissent par ailleurs le risque pour les femmes et les jeunes femmes d’être la cible de violences sexualisées. En cas d’évacuation de bidonvilles, elles sont souvent particulièrement exposées à la violence exercée par les forces de l’ordre.

Des conséquences sur l’alimentation

Au vu de la situation décrite ci-dessus, rien n’indique une plus faible occurrence de la faim et de la malnutrition dans les villes qu’à la campagne. Dans les ménages urbains, on observe une tendance à la hausse de la consommation d’aliments à forte densité énergétique mais à faible teneur en micronutriments . Cela entraîne une malnutrition qui peut se traduire aussi bien par de l’obésité que de la sous-nutrition (Mohiddin/Phelps/Walter, 2012). Dans les deux cas, cela a des effets néfastes sur la santé et la productivité des personnes concernées.

Les appartements et les cuisines exigus et délabrés comme il en existe beaucoup dans les quartiers pauvres, associés à la cherté des coûts énergétiques pour le gaz, le kérosène ou le bois de chauffage, empêchent bien souvent de cuisiner chez soi. Les repas sont souvent achetés dans la rue où la sécurité et l’hygiène alimentaires sont reléguées à l’arrière-plan. Si l’on ajoute à cela les mauvaises conditions sanitaires et hygiéniques des

bidonvilles qui nuisent à la santé, cela peut entraîner une assimilation insuffisante de la nourriture par le corps humain. Lorsque ces personnes cuisinent, leur budget limité ne leur permet d’acheter que de petites quantités d’aliments alors que l’achat de doses plus importantes serait plus avantageux d’un point de vue économique. En raison de leur prix élevé, les fruits et légumes disparaissent souvent des listes de courses. La majeure partie de la population vivant dans la pauvreté travaille dans les centres-villes où l’offre en repas bon marché est inexistante. Elle se voit alors contrainte d’acheter dans des magasins ou des supermarchés hors de prix les produits les moins chers, souvent de faible valeur nutritive. Plus un ménage est pauvre, et les ménages avec des femmes à leur tête comptent parmi les plus pauvres, plus les gens ont tendance à se nourrir de cette manière afin de réduire au maximum leurs dépenses en nourriture.

Politique en faveur des droits des femmes

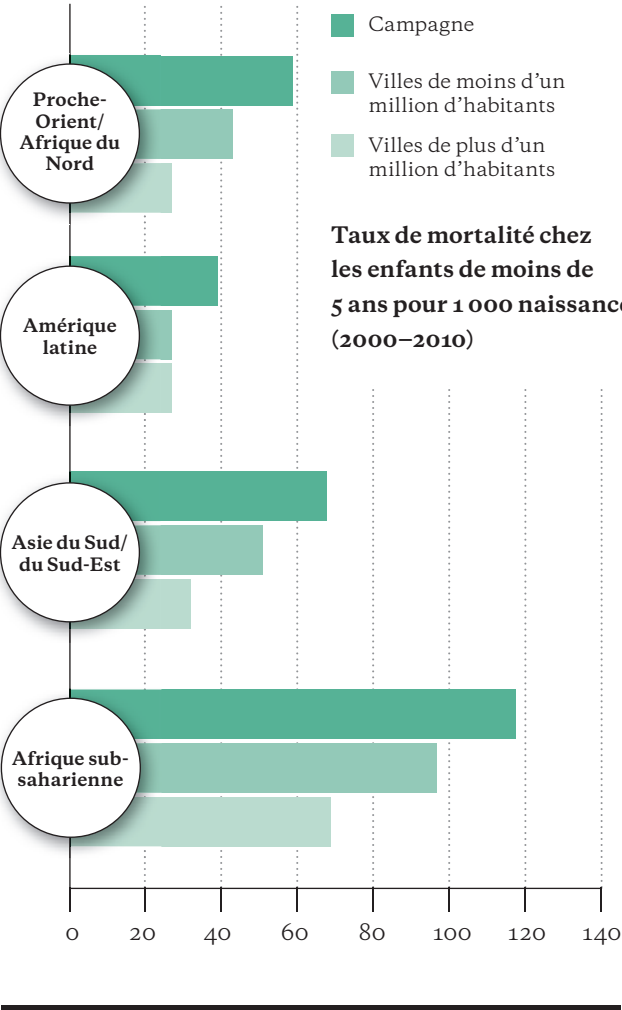
Les solutions semblent pourtant évidentes : il est urgent de construire des logements adéquats, d’améliorer l’infrastructure sociale et les services, de garantir un environnement sûr et non-violent et de créer en nombre suffisant des emplois correctement rémunérés afin de permettre aux femmes et aux jeunes filles de tirer profit des potentiels qu’offrent les villes. Les gouvernements et les municipalités doivent prendre au sérieux les droits des personnes vivant en périphérie des villes, en particulier ceux des femmes et des jeunes filles, et mettre en place une politique adaptée permettant d’œuvrer en faveur de l’égalité femmes hommes.

Quartiers pauvres – quartiers riches : pourquoi les services de santé municipaux doivent s’occuper de l’ensemble de la population urbaine

Astrid Berner-Rodoreda

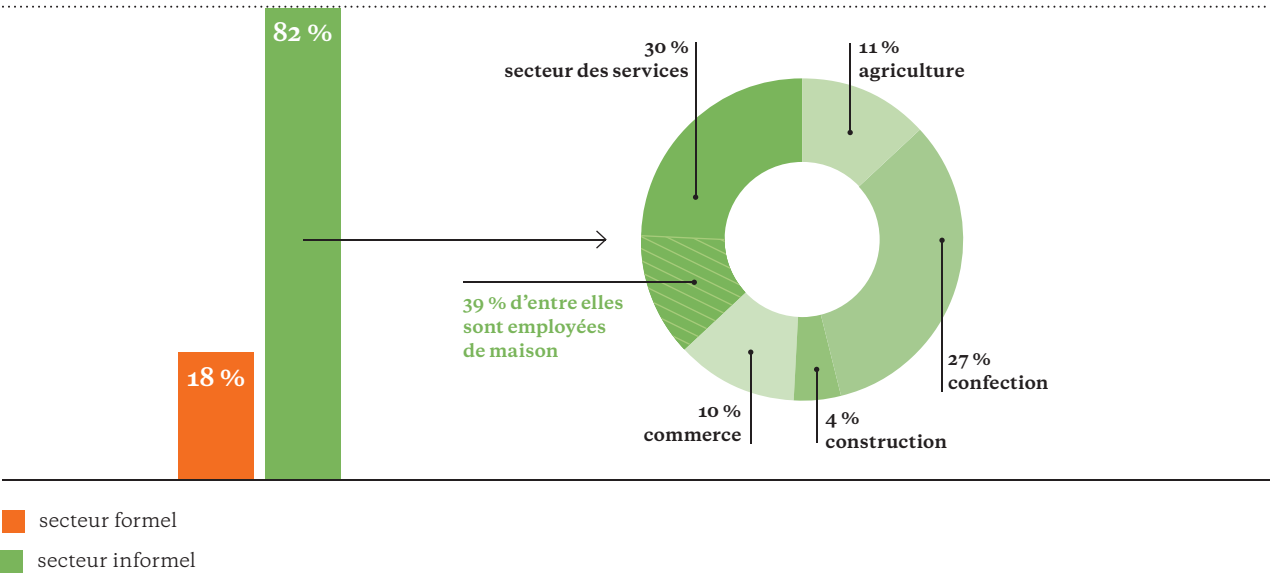
La santé est un droit humain. Il s’applique à tous, peu importe l’endroit où les gens habitent. La possibilité pour les personnes de vivre ou non en bonne santé dépend pourtant de plusieurs facteurs, notamment du lieu où elles vivent, de leur richesse ou de leur pauvreté, de leur niveau d’éducation, de la qualité de l’infrastructure et de la manière dont elles peuvent se nourrir.

On aurait tendance à penser que la vie à la campagne est plus saine, en raison de l’air frais, d’une activité physique plus présente, d’une meilleure alimentation et de la pollution moins importante. Il ressort pourtant des statistiques mondiales que l’état de santé de la population des villes est souvent meilleur que celui des personnes vivant en milieu rural. Il y a plusieurs raisons à cela : les villes ont davantage de ressources et leur infrastructure est souvent meilleure qu’en milieu rural, de sorte que généralement, les institutions de santé, le personnel médical, les pharmacies et les services de consultation y sont plus faciles d’accès. Ces conditions favorisent l’activité des services de santé et facilitent le traitement des maladies (cf. OMSONU HABITAT, 2016). Dans de nombreux secteurs de santé, les personnes vivant à la campagne ne reçoivent pas les mêmes soins qu’en ville. En 2013, l’analyse des données de 37 pays présentant des revenus faibles à moyens a démontré que dans les villes de plus d’un million d’habitants, la mortalité infantile avait baissé nettement plus rapidement qu’à la campagne ou dans les villes plus petites.



Source : Fink/Hill 2013

Conditions de travail des femmes dans les villes indiennes 2011/12 (en pourcentage )



Source : WIEGO, 2011



Les hôpitaux, comme ici au Myanmar, sont plus faciles d’accès pour les habitants des villes que pour ceux des villages.

La santé dans les villes

En raison de l’urbanisation croissante, une responsabilité plus grande incombe aux villes qui doivent mettre en place une infrastructure médicale en mesure de prévenir et de traiter aussi bien les maladies infectieuses que les maladies non transmissibles, telles que le diabète, le cancer, les maladies cardio-vasculaires ou respiratoires. Les maladies non transmissibles se déclarent également hors des villes, les quatre principaux facteurs de risque (mauvaise alimentation, consommation d’alcool et de tabac, manque d’activité physique en raison de nombreuses heures passées assis et de l’usage de transports motorisés) sont néanmoins plus fréquents en contexte urbain. En Inde, par exemple, les maladies cardio-vasculaires et les cancers sont les premières causes de mortalité dans les villes (cf. OMS/ONU HABITAT, 2016).





Habiter à Manille/Philippines : ces personnes vivent à proximité d'un canal d'eaux usées.

Mais les maladies infectieuses sont elles aussi très répandues dans les villes : en effet, là où la densité de population est forte, les maladies telles que la tuberculose peuvent se propager facilement. Le VIH et les maladies sexuellement transmissibles sont elles aussi plus fréquentes en milieu urbain que rural. Selon une enquête de l'ONUSIDA, un quart de l'ensemble des personnes séropositives vivent dans 200 villes dont la population totale équivaut à 10 pour cent de la population mondiale (cf. ONUSIDA, 2014). Le taux de prévalence du VIH parmi les travailleurs du sexe, les utilisateurs de drogue ainsi que les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes est lui aussi plus élevé en ville.

Les villes ont toutefois davantage de ressources pour faire face à cette situation et mettre à disposition de la population des services d'information et de santé adéquats, des médicaments et des diagnostics. En Afrique subsaharienne, les villes regroupent souvent plus de 90 pour cent des services liés au VIH. Dans sa stratégie visant à éradiquer le sida d'ici 2030, l'ONUSIDA mise avant tout sur les villes et les municipalités. Dans l'agglomération de Durban, en Afrique du Sud, le développement de services de santé préventifs et de traitement, la multiplication des campagnes d'information, un meilleur accès à l'alimentation et le traitement du VIH ont ainsi permis de faire tomber le taux de transmission mère-enfant sous la barre des un pour cent (ONUSIDA, 2014).

Les villes sont cependant loin d'être des entités homogènes – l'état de santé de leur population dépend en effet fortement de l'endroit et des conditions dans lesquelles les personnes vivent. À Nairobi, en 2008/2009, douze pour cent des habitants des bidonvilles étaient ainsi séropositifs tandis que dans les autres quartiers de la ville, ce taux était de l'ordre de cinq pour cent (cf. UNAIDS/ONU HABITAT, 2015). L'alcoolisme, la violence envers les femmes, y compris sexuelle, sont souvent très répandus dans les bidonvilles, ce qui accroît la vulnérabilité des femmes vis-à-vis d'une infection par le VIH. La mauvaise qualité de l'alimentation et l'affaiblissement du système immunitaire qui en découle font que les personnes sont davantage sujettes aux maladies infectieuses. Si la maladie débouche sur une perte de revenus, un cercle vicieux aux conséquences dramatiques se met alors en place.

### Inégalité sociale dans un espace restreint

Par le passé, le développement de l'infrastructure a bien souvent pris du retard sur les processus d'urbanisation fulgurants. En outre, les administrations municipales considèrent souvent que la mise en place d'une infrastructure adaptée n'est pas de leur ressort, les habitants des quartiers informels vivant hors de leur zone de responsabilité formelle. En raison de ressources limitées en matière de planification et de gestion, les municipalités sont rarement en mesure de fournir les services nécessaires ou de répondre suffisamment aux besoins de changements. En 2007, le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) a décrit la situation des personnes vivant dans les quartiers informels de la manière suivante :

« La population urbaine pauvre, et en particulier mais pas exclusivement les habitants des quartiers informels, doit faire face à d'importants défis : risques environnementaux, conditions de logement difficiles, approvisionnement en eau ou installations sanitaires insuffisants et accès très limité aux services de base. Par conséquent, les habitants consacrent beaucoup de temps à subvenir à leurs besoins alimentaires ainsi qu'à ceux de leurs proches. » (FNUAP, 2007)

Près de dix ans plus tard, cette sombre situation n'a quasiment pas évolué. De nombreuses grandes villes des pays du Sud affichent un visage contrasté avec d'un côté, les « quartiers riches » dont les habitants ne manquent de rien et de l'autre, les « quartiers pauvres » où les gens manquent de tout pour pouvoir s'ouvrir des perspectives, à eux ainsi qu'à leurs familles. Offrir à ces personnes l'accès à une infrastructure de base digne de ce nom, alimentation incluse, constitue un défi de taille. Dans le secteur de la santé, principalement, l'inégalité d'accès

aux services de santé pérennise les inégalités des conditions de vie, les services de santé et les hôpitaux urbains étant plutôt situés dans les quartiers où les gens disposent d'un revenu plus ou moins régulier. Ne serait-ce qu'en raison de l'éloignement, ces établissements sont à peine accessibles aux personnes vivant dans les quartiers périphériques. En outre, nombre d'entre elles n'ont tout simplement pas les moyens de financer un traitement. La couverture par les assurances maladie est souvent fonction du versement de cotisations (que de nombreuses personnes ne sont pas en mesure de payer), et les moyens financiers pour payer directement les services de santé sont rarement disponibles. Pour cette raison, les personnes vivant dans la pauvreté, en particulier, évitent de consulter les établissements de santé jusqu'à ce que leur état empire et qu'ils n'aient alors plus d'autre choix. A ce moment-là, les frais de traitement nécessaires ont atteint un montant tellement élevé qu'il leur est bien souvent impossible de payer. A cela s'ajoute le fait que le budget disponible pour une alimentation saine se restreint encore davantage, ce qui accentue la vulnérabilité face aux maladies.

### Important risque sanitaire dans les zones d'habitation informelles

Les zones d'habitation informelles, telles que les bidonvilles, sont souvent situées à proximité de décharges, ce qui est une nuisance supplémentaire pour la santé des habitants de ces maisons de fortune. Ils sont exposés au vent et aux intempéries et sont plus durement touchés par les catastrophes naturelles, comme les inondations. (→ **Un bon climat en ville**) L'aménagement de petits jardins privés permettant de cultiver des aliments pour l'autoconsommation est en général difficilement possible dans ces zones à forte densité de population. Dans le meilleur des cas, les habitants parviennent à cultiver quelques plantes utiles dans des pneus ou d'autres objets du même type. Ils se retrouvent donc contraints d'investir leur modeste revenu dans des denrées alimentaires onéreuses, ce qui limite leur accès à une alimentation saine et a des répercussions négatives sur leur santé. Les personnes vivant dans la pauvreté sont ainsi plus fréquemment sujettes à la sous-nutrition ou la malnutrition.

Dans les quartiers informels, l'accès à l'eau et aux installations sanitaires constitue un problème majeur. Le réseau municipal d'approvisionnement en eau ne couvrant pas ces quartiers pauvres en infrastructures, l'eau potable et pour cuisiner doit être achetée auprès de fournisseurs privés. (→ **Intérêts concurrents**) Souvent situées loin des habitations, les toilettes, quand il y en a, sont utilisées par des dizaines de foyers et exposent les femmes à un risque encore plus grand de

violence sexuelle, surtout lorsqu'elles s'y rendent la nuit. Dans certains quartiers, les habitants doivent même payer pour utiliser les toilettes.

Bien souvent, les dispositifs d'évacuation des déchets et les canalisations sont inexistantes. Les immondices et les eaux usées sont vidées dans la rue. Les habitants disposent rarement d'eau propre pour se laver ou faire la cuisine. La contamination par les excréments est l'une des raisons de la forte prévalence de diarrhées, de maladies parasitaires, de typhus et de choléra. Les enfants, en particulier, souffrent souvent de diarrhées et ont des difficultés à assimiler les nutriments des aliments, ce qui conduit alors à leur malnutrition. L'addition des problèmes sanitaires et de la pauvreté débouche sur une détérioration des conditions de vie. La reproduction des inégalités sociales dans les villes peut entraîner une propagation rapide des maladies et des épidémies qui touchent alors de manière disproportionnée les habitants particulièrement vulnérables des quartiers pauvres. Si ces derniers disposent rarement d'un revenu suffisant pour se nourrir de manière saine et équilibrée, c'est aussi parce que les programmes publics d'aide sociale atteignent rarement la population urbaine défavorisée. (→ **Sous-estimation de la pauvreté dans les villes**) Cela est d'autant plus tragique que dans les villes, les conditions sont théoriquement réunies pour pouvoir par exemple endiguer les maladies hautement contagieuses et soigner les malades, comme le souligne le Rapport mondial sur la santé de l'OMS et ONU Habitat. Toutefois, ce dernier indique également que les personnes exclues économiquement, politiquement et socialement des acquis d'une société urbaine qui fonctionne sont particulièrement exposées aux risques de maladies.

### Qu'est-ce qui est nécessaire ?

Meilleur accès à l'information, sensibilisation argumentée, prévention et traitement, alimentation plus équilibrée, installations sanitaires et conditions de logement de meilleure qualité : tous ces facteurs peuvent contribuer à améliorer considérablement l'état de santé des habitants des zones d'habitation informelles et à sauver la vie des malades en leur permettant d'être traités à un stade précoce. Cela présuppose cependant que les villes et les pays concernés soient disposés à prendre les mesures adéquates, parmi lesquelles le développement des services, l'accès à une alimentation saine et équilibrée et une meilleure infrastructure dans les quartiers informels. De manière générale, l'enjeu consistera à l'avenir à rapprocher les services de santé et les autres services sociaux des personnes qui en ont besoin. Cela inclut également toutes celles qui n'habitent pas les centres-villes.



## Intérêts concurrents – Comment parvenir à une gestion plus juste de l’eau dans les villes ?

Andrea Müller-Frank



Transport d’eau à Goma, une ville située à l’est de la République démocratique du Congo.

**A l’échelle mondiale, environ la moitié des villes de plus 100 000 habitants sont situées dans des régions touchées par la pénurie d’eau. En 2050, plus d’un tiers de la population de la planète vivra dans des régions souffrant de stress hydrique, c’est-à-dire des régions où le prélèvement d’eau est 50 pour cent supérieur à la recharge (HLPE, 2015). L’approvisionnement en eau des villes en pleine croissance pose des défis majeurs aux gouvernements et aux municipalités qui doivent prévoir à long terme les voies d’approvisionnement en eau et d’évacuation des eaux usées tout en œuvrant pour une gestion équitable et durable des ressources et en luttant contre la pauvreté.**

Outre la croissance démographique, les changements de modes de consommation et de modes de vie de la population urbaine ainsi que les modes de production industriels et la production d’énergie font monter en flèche la consommation d’eau, à tel point qu’en de nombreux endroits, les limites de l’utilisation durable de l’eau sont d’ores et déjà dépassées. Des conflits d’utilisation et des crises liées à l’eau aux conséquences dramatiques, et dont les prémices se font actuellement déjà sentir, sont à craindre. Les ménages aisés et les industries, non seulement le secteur des boissons mais également celui de la fabrication de produits d’exportation nécessitant une importante quantité d’eau, s’arrogent l’accès à l’eau par des moyens politiques et financiers. Les groupes de population économiquement défavorisés

souffrent aujourd’hui déjà d’un approvisionnement précaire en eau potable et d’assainissement. Dans beaucoup de régions, l’accès à l’eau est limité à quelques heures par jour. De nombreuses personnes sont contraintes d’utiliser des sources contaminées pour produire les aliments de base et sont alors directement exposées aux risques sanitaires résultant de ces pratiques. Si rien n’est entrepris, le risque mondial de voir les épidémies se propager et des écosystèmes entiers être détruits augmentera au même rythme que la croissance des villes.

On assistera à une intensification constante de la concurrence interurbaine entre quartiers riches et pauvres pour l’accès à l’eau, mais également de celle opposant milieu urbain et rural entre les différents secteurs consommateurs d’eau que sont l’agriculture, l’industrie et les ménages. Il convient donc dès aujourd’hui de se montrer vigilant et d’agir politiquement tout au long de la chaîne d’utilisation de l’eau.

### Préoccupant : l’empreinte hydrique des villes toujours plus forte

Dans la plupart des pays, le besoin direct des villes en eau représente actuellement moins de 20 pour cent du prélèvement d’eau total. L’approvisionnement urbain en eau doit néanmoins faire face à des défis majeurs : de nombreuses villes, telles que Mexico, Bangkok, Manille,

Pékin, New Delhi et Shanghai, ont d’ores et déjà épuisé leurs réserves environnantes en eaux de surface ainsi que leurs sources souterraines. Le pompage de la nappe phréatique provoque l’affaissement des sols. Dans les régions côtières, cela provoque l’infiltration d’eau salée dans les cours d’eau souterrains (aquifères). La nappe phréatique devient alors saumâtre et quasiment impropre à la consommation humaine et la préparation des aliments. En outre, une importante quantité d’eau s’échappe des canalisations endommagées – jusqu’à 50 pour cent, selon les estimations.

À en croire les prévisions de croissance actuelles et au vu des tendances observées, le besoin mondial en eau devrait augmenter de 55 pour cent d’ici 2050. La majeure partie est imputée aux prélèvements virtuels d’eau par les villes en pleine expansion des pays du Sud. Autrement dit : la fabrication de produits industriels (+ 400 pour cent) et la production d’énergie (+ 140 pour cent) dépassent l’augmentation du besoin direct en eau des ménages (+ 130 pour cent) (cf. HLPE, 2015). Ces projections de l’OCDE ne prennent cependant pas en compte les tendances à la hausse du besoin virtuel en eau nécessaire pour produire des denrées alimentaires. La FAO, l’Organisation des Nations unies pour l’alimentation, et le GIEC, le Groupe intergouvernemental d’experts sur l’évolution du climat, s’attendent à une expansion de l’agriculture irriguée dans un contexte météorologique de plus en plus instable (cf. HLPE, 2015). L’urbanisation grandissante s’accompagne par ailleurs d’une évolution des comportements alimentaires : la demande en produits dont la production nécessite une importante quantité d’eau, tels que la viande, le sucre, le riz, mais aussi les fruits et légumes, augmente. La production de

viande de poulet, de porc et de bœuf, en particulier, nécessite beaucoup plus d’eau que celle des produits végétaux. Si l’agriculture est le plus grand consommateur d’eau mondial avec 70 pour cent des prélèvements d’eau, la production de viande représente à elle seule un tiers des prélèvements mondiaux en eau, tendance à la hausse (CFS, 2015).

En matière de gestion des ressources hydriques, le pouvoir politique se trouve confronté au défi suivant : concilier les différents droits des consommateurs ainsi que les facteurs écologiques et économiques. C’est le seul moyen de mettre en place des conditions-cadres permettant d’éviter que la croissance des villes ne se fasse à l’avenir aux dépens de la population rurale et ne débouche sur des inégalités extrêmes. L’agriculture joue ici le rôle de secteur-clé. Il sera essentiel d’œuvrer en faveur d’une gestion plus efficiente de la consommation d’eau et de mettre en place des méthodes de culture et des services écosystémiques qui soient adaptés sur le plan écologique et social afin de préserver et de restaurer les cycles locaux de l’eau. Du point de vue des droits humains, les droits d’accès existentiels à l’eau et à une alimentation saine et culturellement adaptée doivent être pris en considération dans la hiérarchie d’utilisation et la prévision des relations ville-campagne. Les intrications internationales en matière d’exploitation de l’eau doivent elles aussi être surveillées et placées devant leurs responsabilités. La situation observée actuellement au Brésil illustre parfaitement cette problématique d’approvisionnement où les ménages se retrouvent lésés au profit des intérêts des secteurs industriels puissants et de l’agriculture d’exportation.

### Crise de l’eau au Brésil

Quel est le point commun entre les réservoirs d’eau Cantareira, Paraíbauna et Serra Azul des mégapoles São Paulo, Rio de Janeiro et Belo Horizonte ? Tout autour de ces villes, la majeure partie de la végétation arborescente primaire a été abattue afin de céder place à l’exploitation agro-industrielle. Cela a eu des conséquences dramatiques pour l’équilibre hydrique de l’ensemble du Sud-Est brésilien : le sol perd sa capacité de retenue d’eau, ce qui en cas de fortes pluies entraîne des crues rapides des fleuves, les masses d’eau s’écoulent alors en direction de la mer et l’afflux vers les aquifères souterrains diminue. Les réservoirs d’eau de ces villes ont aujourd’hui atteint leur niveau historique le plus bas. Environ 77 millions de personnes sont touchées par cette crise.

Tandis que les ménages aisés ne sont jusqu’ici pas concernés, leur approvisionnement en eau souterraine étant garanti, les protestations contre les mesures de rationalisation de l’eau et les pénalités pour les ménages des quartiers pauvres enflent dans les villes concernées. Pendant trop longtemps, les gros clients des secteurs industriel et agricole ont profité de conditions spéciales : entre 2005 et 2014, le nombre de ces entreprises est ainsi passé de 8 à 526. Leur consommation totale s’élève à 25 milliards de litres d’eau, ce qui correspond à une multiplication par 92 de la consommation d’eau.





L'Allemagne joue elle aussi un rôle dans les problèmes d'eau brésiliens : la seule production des graines de soja importées du Brésil et d'Argentine et utilisées pour la production fourragère destinée à l'industrie de la viande, consomme deux billions et demi de litres d'eau chaque année. Il faudrait près de 38 millions de conteneurs pour transporter une telle quantité d'eau. Mis bout à bout sur un train de marchandises, ils formeraient un convoi de plus d'un demi-million de kilomètres de long qui ferait 13 fois le tour de la terre. Pour répondre à cette problématique, les Nations Unies proposent un système mondial de certification prévoyant d'éviter les exportations d'eau en provenance de régions souffrant de stress hydrique (ONU, 2015).

Approvisionnement en eau potable et assainissement précaires en marge de la société

Selon le Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau publié en 2015, la situation en matière d'accès à l'eau potable et à l'assainissement s'est détériorée entre 1990 et 2012 dans de nombreuses villes africaines : pour l'eau potable, la couverture de l'approvisionnement est passée de 42 à 34 pour cent ; dans le domaine de l'assainissement, les chiffres sont encore plus éloquentes : douze ans plus tard, le nombre de personnes privées d'accès à des toilettes et à des systèmes d'eaux usées a augmenté de 40 pour cent par rapport à 1990. Le problème concerne l'approvisionnement des zones périphériques et informelles. Le réseau public y est bien souvent insuffisant ou déficient et de petites entreprises indépendantes viennent combler ce vide. La population concernée paie alors des prix nettement plus élevés pour un approvisionnement en eau rudimentaire sans pour autant bénéficier des mécanismes réglementaires garantissant la qualité et la disponibilité de l'eau. Cette crise est par ailleurs exacerbée par la hausse constante des coûts des services sanitaires et des difficultés rencontrées pour fournir ces services. Les femmes sont les premières gênées par l'accès limité à ce type d'installations.

Si dans le monde entier, environ deux milliards de personnes ont profité d'un « accès amélioré à l'eau potable » dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), un rapport publié en 2014 par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds pour l'enfance UNICEF et consacré au stress hydrique et à la sécurité alimentaire souligne que jusqu'ici, l'aspect qualitatif de l'eau ainsi que l'accès des groupes les plus vulnérables des quartiers urbains abritant la population pauvre ont été négligés. Les objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 doivent remédier à ces problèmes. Si le lien direct avec les droits humains n'est pas explicitement mentionné, la cible 6.1 vise



L'agriculteur Chandana Kumare a construit lui-même le système d'irrigation pour ses papayers et ses bananiers à proximité de la ville d'Ambalantota, au Sri Lanka.

l'accès universel et équitable à l'eau potable tandis que la cible 6.2 appelle à accorder une attention particulière aux besoins des femmes et des groupes vulnérables concernant l'accès de tous aux services d'hygiène et d'assainissement. À travers la cible 6b, la communauté internationale a par ailleurs intégré la question horizontale de la promotion des mécanismes participatifs afin d'inclure davantage les femmes en tant que groupe de bénéficiaires dans les prises de décision publiques dans le secteur de l'eau. Ceci marque une étape importante dans la bonne direction, la participation des femmes concernées constituant un prérequis à l'ancrage du droit humain à l'accès à l'eau et à l'assainissement et à l'instauration de mécanismes de contrôle du pouvoir politique et de l'administration. Il convient également de noter une inversion de tendance, la privatisation de l'approvisionnement en eau cédant la place à la re-communalisation. Entre 2010 et 2015, on a ainsi recensé dans 37 pays 235 cas où les communes ont résilié leurs contrats auprès de compagnies des eaux privées en raison d'une absence d'amélioration de l'efficacité, de l'augmentation des déficits de financement du réseau de distribution et de la hausse des prix à la consommation (Kishimoto/Lobina/Petitjean, 2015).

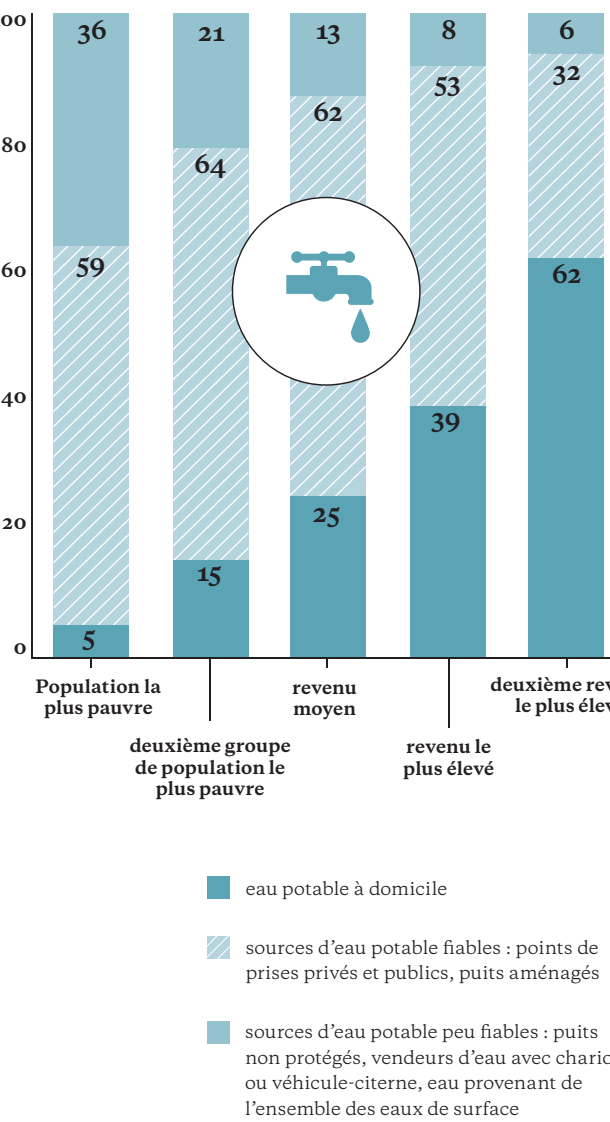
Gestion intégrée des terres et des eaux usées

En raison de l'expansion des villes (→ *Mégalo*poles *insatiables*), la production agricole se rapproche géographiquement de plus en plus des métropoles. Selon ONU Habitat, environ 60 pour cent de l'agriculture irriguée et environ 35 pour cent de l'agriculture pluviale sont situées dans un rayon inférieur à 20 kilomètres des centres urbains (CFS, 2016). C'est pourquoi cette agriculture péri-urbaine devrait être valorisée dans les plans de développement urbain ; l'intégration de la gestion foncière et de la gestion des eaux usées semble elle aussi indiquée (Hettiarachchi/Ardakanian, 2016). De manière générale, les eaux usées produites par les ménages urbains peuvent être recyclées à hauteur de 70 pour cent. Ces eaux grises peuvent être utilisées pour l'agriculture mais aussi pour la production d'énergie. La plupart des villes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ne disposent toutefois pas d'un réseau de canalisations généralisé avec stations d'épuration et l'eau est versée de manière plus ou moins contrôlée dans les ruisseaux, rivières et lagunes les plus proches. Ces eaux usées sont susceptibles de contenir des agents pathogènes, des vers, des bactéries, des virus, des sels, des métaux lourds et des substances toxiques. Les eaux usées sont donc une ressource perdue pour les villes, polluent l'environnement et constituent un danger pour la santé. Par manque d'alternatives, de nombreux petits paysans utilisent toutefois ces eaux peu ou non traitées pour irriguer des surfaces agricoles (HLPE, 2015). Les dangers pour les écosystèmes, l'agriculture, la filière de la pêche et la sylviculture sont importants. Dans les régions pauvres en eau, le traitement des eaux usées constitue pourtant une ressource essentielle susceptible de participer à la stimulation des cycles de nutriments, à la réduction des substances nocives dans l'environnement et au renforcement de la sécurité alimentaire.

Certains de ces problèmes ont été intégrés aux indicateurs des Objectifs de développement durable (ODD), c'est par exemple le cas de l'entretien et de la qualité des sources d'approvisionnement. D'autres cibles portent sur le recyclage des eaux usées et sur la diminution de moitié des eaux usées non traitées à l'échelle mondiale (6.3.), sur la réduction de la pénurie en eau grâce à une augmentation significative de l'efficacité dans l'ensemble des secteurs consommant de l'eau (6.4.), sur la gestion intégrée des bassins hydrographiques transfrontaliers (6.5.) et sur la protection et la restauration des hydrosystèmes naturels (6.6). Dans l'ombre de l'urbanisation grandissante, les nouveaux objectifs de développement de l'eau devront être évalués à l'aune de leur capacité à compenser les lacunes de leurs prédécesseurs, les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Pour cela, les efforts internationaux doivent se concentrer davantage sur l'accès à l'eau potable et à l'assainissement et les pratiques d'irrigation agricoles des groupes de population les plus

vulnérables dans les périphéries urbaines ainsi que sur les relations délicates ville-campagne. La gestion de l'eau doit s'aligner, tous secteurs confondus et en milieu urbain aussi bien que rural, sur les droits des différents groupes de population. Cela exige de favoriser des politiques structurelles, une infrastructure et des instances de contrôle adaptées avec la participation de l'ensemble des groupes de population et de la société civile impliqués. Il convient également de dévoiler les intrications et les responsabilités internationales qui se cachent derrière l'exploitation locale de l'eau et d'y mettre un terme – en particulier dans l'agriculture d'exportation. C'est le seul moyen d'empêcher que l'expansion mondiale des villes avec leur consommation d'eau grandissante ne se fasse aux dépens de l'environnement, de la santé et des droits humains.

Accès à l'eau potable en fonction des revenus dans les villes d'Afrique subsaharienne (en pourcentage )



Source : ONU, 2012



## Un bon climat en ville ? Pourquoi les mesures climatiques risquent-elles de cimenter les inégalités sociales

Eike Zaumseil

**Dans les mégalo­poles et les centres urbains d’Afrique et d’Asie qui connaissent une croissance galopante, les questions de protection du climat et d’adaptation climatique s’inscrivent souvent dans un contexte de problèmes de pauvreté élémentaires, de déficits d’approvisionnement et d’infrastructure et de mauvaise gouvernance. Si les appels en faveur d’une ville agréable à vivre, verte et écologique sont compatibles avec les conceptions de la modernité des élites citadines, ils doivent aussi faire face à une vérité dérangeante : les conséquences du changement climatique sont davantage dues au développement urbain, qui ignore tout simplement des franges entières de la population pauvre, qu’à l’imprévisibilité grandissante de la nature.**

De nombreuses communes sont incapables voire réticentes à mettre en place une protection juridique de l’habitat et de la sécurité du logement. En outre, de nombreuses personnes demeurent privées d’accès aux établissements de santé, sanitaires et scolaires. De ce point de vue, l’injustice climatique mondiale est particulièrement criante dans les villes. Tandis que les habitudes alimentaires des classes moyenne et supérieure vivant dans des quartiers bien protégés réchauffent le climat, un nombre croissant d’habitants vivent dans des zones d’habitation informelles ou dans des quartiers pauvres où ils sont fortement exposés aux phénomènes météorologiques extrêmes – soit parce qu’ils vivent dans des régions à hauts risques (cours fluviaux ou flancs de montagne menacés de glissements de terrain), soit parce qu’ils ne sont pas au cœur des préoccupations de la ville en matière d’infrastructures et de protection civile. Du fait de leur mode de vie marqué par la pauvreté, ils ont une faible capacité d’adaptation au changement climatique, auquel ils ne contribuent généralement que de manière infime.

### L’informalité, risque climatique

« C’est dans les villes que le combat pour la durabilité sera gagné ou perdu », a déclaré Ban Ki-Moon, secrétaire général de l’ONU. Ou plus précisément dans les bidonvilles informels en pleine expansion situés dans des zones dangereuses et où s’entassent chaque année dans des baraques des millions d’hommes et de femmes migrants dans l’espoir d’échapper à l’absence de perspectives et à la pauvreté en milieu rural. La croissance débridée des villes concerne surtout celle des quartiers informels qui, s’ils ne figurent pas sur les registres de la

ville, accueillent pourtant déjà bien souvent plus de la moitié des citadins . Ces derniers souffrent non seulement des conditions de vie difficiles mais aussi de l’absence de poids de leur parole citoyenne et de leur exclusion de facto des processus politiques. En 2030, ils seront deux milliards.

Tant que ces personnes ne participeront pas aux services municipaux et aux structures décisionnelles de la ville, la lutte contre les conséquences du changement climatique aura peu de chances d’aboutir. Bien souvent, les mesures d’adaptation au changement climatique représentent même une menace pour les personnes vivant dans la pauvreté lorsque celles-ci, par manque d’alternatives, s’installent dans des zones tampons situées près des cours d’eau et des zones côtières et utilisées pour des mesures de protection techniques de quartiers mieux lotis. Il n’est pas rare de voir des quartiers entiers être évacués pour céder la place à des barrages ou des canaux de décharge. Dans de nombreux cas, les personnes concernées ne sont ni informées ni consultées et ne touchent bien souvent aucune indemnisation. En cas de relogement, les terrains affectés sont souvent situés loin des centres-villes et cela entrave, pour des raisons financières mais pas uniquement, la mobilité des habitants. Il n’est pas rare non plus de voir l’argument de l’adaptation climatique servir de prétexte pour se débarrasser des quartiers informels dans un but économique afin de construire sur des terrains urbains de valeur de nouveaux lotissements et espaces commerciaux à l’attention des classes moyenne et supérieure (Schauber, 2014).

A ce jour, seules quelques organisations de développement, parmi lesquelles l’organisme catholique Misereor, ont placé à l’ordre du jour international ces nouvelles lignes de conflit entre adaptation climatique, occupation des sols, droit au logement de la population pauvre et droit de ne pas être expulsé. En partenariat avec des organisations de base organisations issues de la base et des réseaux politiques d’habitants de quartiers informels, elles se sont engagées, en amont de la conférence HABITAT, pour que des dispositions relatives aux droits humains en cas de relogement inévitable, notamment l’interdiction des expulsions par la force, deviennent une composante essentielle du Nouveau Programme pour les villes(→ Habitat III) (Misereor, 2016). Le texte principal ainsi que les paragraphes consacrés à la mise en œuvre font ainsi référence à l’application des droits humains dans le monde entier et pour tous. Reste à espérer que ces engagements soient suivis des décisions nécessaires et mis en pratique.



En novembre 2013, le typhon Haiyan a détruit la quasi-totalité de la ville de Leyte, Philippines.

### Lutter contre l’invisibilité

Mais alors, comment concilier les mesures nécessaires d’adaptation au changement climatique et les intérêts des habitants de zones informelles ? Un obstacle majeur réside dans le fait que de nombreuses communes ne disposent pas d’informations concernant l’emplacement exact, le nombre d’habitants et le degré de risque de ces zones. Ces connaissances sont pourtant indispensables pour effectuer une gestion prévisionnelle des besoins tenant compte de la pauvreté afin que la ville propose des prestations de services ou des mesures de protection. Dans bien des cas, un meilleur contact entre municipalités et résidents de zones informelles suffirait à y remédier, comme le montrent les exemples de quartiers informels où l’auto-organisation et l’imagination des habitantes et des habitants a permis de pallier, du moins partiellement, les lacunes des acteurs publics. Les groupes locaux disposent souvent de cartes détaillées de leurs quartiers, comportant des informations actuelles quant au nombre d’habitants, à la taille et l’emplacement exact des maisons, des écoles ou des installations sanitaires. Nombre de ces groupes ont également effectué des analyses des risques climatiques. « Know Your City » (Connais ta ville) est le nom d’une initiative de l’Association internationale des habitants de bidonvilles (Shack/Slum Dwellers International) qui recense les ?? habitations informelles de nombreuses villes d’Asie, d’Afrique et d’Amérique latine, contribuant ainsi à les rendre visibles. L’objectif : transformer les connaissances empiriques locales en terreau pour les démarches participatives pour valoriser ces zones et proposer des alternatives au relogement.

Dans de nombreuses villes, on observe déjà des exemples de coopération réussie entre la municipalité et les résidents informels. C’est le cas à Kampala, capitale de l’Ouganda, où les cartes et les informations fournies par des groupes d’entraide locaux ont permis de redéfinir les priorités et d’étendre considérablement un projet de

développement destiné à améliorer l’assainissement. La comparaison de ces cartes avec les données officielles d’un recensement réalisé 13 ans plus tôt et qui avait servi de base à la planification du projet avait mis en lumière des différences notoires quant à l’étendue réelle des quartiers pauvres. Le projet a ainsi pu être réalisé en meilleure adéquation avec les réalités locales (Dobson/Nyamnweru/Dodman, 2015). Avec l’aide d’un fonds de développement collaboratif, les habitants peuvent également prendre en main la valorisation ou l’adaptation climatique de leurs quartiers. Ces fonds sont approvisionnés par les versements de groupes d’épargne locaux qui, le cas échéant, peuvent être consolidés par des financements privés ou publics pour le développement ou le climat. Les budgets en question sont certes souvent modestes, mais chaque geste compte et peut avoir un effet considérable. La construction de petites routes ou ponts reliant le quartier informel au réseau de transports urbain peut ainsi servir de voie d’évacuation en cas de catastrophe. Par ailleurs, le succès d’un projet auto-administré attire l’attention publique sur les capacités des habitants des quartiers informels. Pour cette raison, il n’est pas rare qu’elles débouchent ensuite sur une meilleure collaboration avec les autorités.

Les approches participatives ne doivent toutefois pas être uniquement un outil de gestion de crise dégageant les gouvernements locaux de leur responsabilité d’aménager les villes de manière plus juste et d’intégrer les résidents informels à l’ensemble des processus économiques en leur accordant les mêmes droits. Les interventions nécessaires, en matière de régulation des marchés immobiliers agressifs ou de répartition équitable des ressources se révèlent toutefois de plus en plus complexes en raison de la privatisation grandissante des biens et des services publics. Ici aussi, le « Nouveau Programme pour les villes » doit amorcer un changement de cap radical.



# Habitat III et le Nouveau Programme pour les villes – les questions alimentaires jouent un rôle visible

Tim Schneider

Au regard de l’urbanisation croissante, des problèmes environnementaux grandissants ainsi que de la dégradation des conditions de vie, en particulier celles de la population urbaine, l’Assemblée générale des Nations Unies a convoqué en 1976 à Vancouver (Canada) une Conférence mondiale sur les établissements humains. Pour la première fois, un accord international a alors été signé qui rassemble dans un document, la Déclaration de Vancouver, des résolutions communes en matière d’habitat humain. Cette déclaration engage

les États membres à traiter les questions de violation des droits fonciers, de croissance démographique et d’urbanisation, d’infrastructure, d’approvisionnement de base et d’accès à un logement et un travail adéquats en tenant compte des groupes de population marginalisés. La troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable, également appelée Habitat III, s’est tenue en octobre 2016 à Quito/Équateur et a rassemblé 50 000 participants.

Un « Nouveau Programme pour les villes » prescrivant des directives en matière de développement urbain durable valables pour l’ensemble des états-membres a été adopté à Quito.

## Qu’est-ce qui se cache derrière l’ONU-Habitat ?

La première Conférence mondiale sur les établissements humains de Vancouver a débouché sur la création en 1977 de la Commission et du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (United Nations Centre for Human Settlements, UNCHS), plus connu sous le nom d’Habitat. La Fondation ONU-Habitat (UN Habitat and Human Settlements Foundation, UNHHSF) a été placée sous la gestion d’Habitat. Ces trois organismes constituent la base d’ONU-Habitat dans sa forme actuelle – le Programme des Nations Unies pour les établissements humains. Celui-ci travaille dans 70 pays. Les 58 membres du Conseil d’administration (Governing Council) sont directement nommés par le Conseil économique et social des Nations Unies.

Deux décennies plus tard, lors de la deuxième Conférence mondiale sur les établissements humains qui s’est tenue à Istanbul en 1996, la communauté internationale a adopté la déclaration sur les établissements humains baptisée Programme pour l’habitat et signée par l’ensemble des 171 états-membres. On y retrouve le paradigme de la durabilité décrété lors du Sommet de la Terre de Rio en 1992. Le Programme englobe les deux objectifs principaux suivants : assurer un logement adéquat pour tous et œuvrer en faveur d’un développement durable du logement dans un monde de plus en plus urbanisé. Les participants à la conférence ont reconnu qu’une politique participative et globale était nécessaire en vue d’améliorer les conditions de vie dans les villes et que les municipalités étaient tenues de respecter le principe de transparence, l’obligation de rendre des comptes et de participation citoyenne. Habitat II marque également l’abandon de la théorie selon laquelle il n’y aurait pas de solutions à apporter aux problèmes posés par la croissance des villes. La conférence d’Istanbul s’est au contraire efforcée de mettre en avant les expériences et les pratiques positives en matière de gestion réussie des défis posés par l’urbanisation croissante. Les participants ont par ailleurs tenu à encourager les partenariats internationaux visant l’amélioration du dialogue à l’échelle nationale, territoriale et communale. Quant au processus d’urbanisation en lui-même, il n’est plus considéré uniquement comme un obstacle, mais aussi comme une opportunité en matière de développement durable et de lutte contre la pauvreté. Aujourd’hui encore, le Programme Habitat est avant tout salué pour son approche axée sur les droits humains. Des voix s’élèvent toutefois qui critiquent le manque de mesures concrètes ainsi que le manque d’implication jusqu’à aujourd’hui de la société civile dans sa mise en œuvre, y compris en Allemagne (UN-Habitat 2012 ; Forum Umwelt und Entwicklung, 2015 ; Lexikon der Nachhaltigkeit, 2015). Après 1996 et suite au processus enclenché par Habitat, les stratégies de lutte contre la pauvreté ont été intégrées au Programme, le mandat et les moyens financiers ont été élargis et un secrétariat consacré à ces questions a été créé (ONU-Habitat, 2012). Depuis 2002, parallèlement à d’autres rencontres irrégulières, les pays signataires se réunissent par ailleurs tous les deux ans à l’occasion du Forum urbain mondial. En octobre 2016, soit 20 ans après Istanbul, la conférence Habitat III s’est tenue à Quito (Équateur).



Le bidonville Moghbazar de Dhaka, capitale du Bangladesh, est situé le long de la voie de chemin de fer reliant un ancien aéroport à la gare. Près de la moitié des habitants de Dhaka vivent dans des bidonvilles, dans des conditions souvent extrêmement difficiles.

Le « Nouveau « Programme pour les villes » évoque à de nombreuses reprises le thème de la sécurité alimentaire de la croissance démographique urbaine. Si cela est louable, l’approvisionnement en aliments sains et en quantité suffisante des populations urbaines devra, aujourd’hui comme demain, faire face à des défis majeurs et est actuellement en pleine mutation. Le lien entre espaces urbains et ruraux est quant à lui à peine abordé. En raison des multiples rapports sociaux, écologiques, économiques et culturels, les villes ne peuvent toutefois pas être pensées sans les espaces à dominante rurale et agricole. (→ *Ville – Campagne – Nourriture*) Les processus de supermarchés dans les pays du Sud (→ *Supermarchés vs marchés informels*) ainsi que l’évolution des modes de consommation modifient en profondeur les systèmes d’alimentation et pèsent sur les systèmes de santé en raison de la malnutrition. Le programme a beau plaider à plusieurs reprises pour la sécurité alimentaire et l’accès à une alimentation adaptée et saine, il se montre très prudent dans la formulation des mesures à adopter en ce sens. Les allusions en faveur de l’intégration des politiques

alimentaire et agricole restent vagues. La négligence des systèmes d’alimentation, de la lutte contre la faim et de l’ensemble de l’espace rural pourrait pourtant avoir des répercussions considérables pour les centres urbains, les exploitations agricoles familiales produisant environ 80 pour cent des denrées alimentaires mondiales (FAO, 2014b) et nourrissant ainsi la majeure partie de la population urbaine.

Un Nouveau Programme pour les villes, dont l’ambition est de rendre les « villes vivables », doit redéfinir les relations ville-campagne. Évoquer d’éventuels itinéraires de transport et d’acheminement ne suffit pas. Il faut à terme réfléchir à des espaces intégrés et polycentriques au sein desquels l’infrastructure mais aussi les aides à la production agricole jouent un rôle essentiel.

## On peut se réjouir de trouver dans ce Programme les références suivantes à l’Agenda 2030, le nouvel Agenda du développement :

- « Ne laisser personne de côté en... »
- mettant un terme à la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, y compris l’extrême pauvreté ;
- garantissant des droits égaux et l’égalité des chances pour tous et en augmentant la diversité culturelle et socio-économique, l’intégration de l’espace urbain, la qualité de vie, l’éducation, la sécurité alimentaires, la santé et le bien-être ;
- éradiquant les épidémies telles que le sida, la tuberculose et la malaria, en accroissant la sécurité et en mettant fin à la discrimination et à la violence sous toutes ses formes ;
- garantissant à tous un accès sûr et identique grâce à la participation publique ;
- offrant à tous un accès identique aux infrastructures physiques et sociales, aux services sociaux fondamentaux et à un logement adéquat et abordable. » (ONU Habitat III, 2016a)

Il ne reste plus à présent qu’à mettre en pratique la vision de ce programme, la tâche se révélant toutefois ardue car ce texte ne mentionne ni objectifs concrets ni critères à l’aune desquels évaluer le succès des mesures annoncées.



Source : WBGU, 2016



## Les partenaires de Pain pour le Monde montrent l'exemple



Nilo Schiavon en train de cueillir des pêches. Avec sa famille, il vend sa récolte par le biais du CAPA. Il propose régulièrement ses produits à la vente sur le marché biologique de Pelotas, dans le sud du Brésil.

### — Brésil : des aliments sains pour tous

Les multinationales agro-alimentaires étant très puissantes au Brésil, l'usage des pesticides y est répandu. Mais on assiste dans le sud du pays à l'émergence d'un mouvement de résistance : le Centro de Apoio ao Pequeno Agricultor (CAPA), organisation partenaire de Pain pour le Monde, a créé un réseau d'exploitations biologiques. Aujourd'hui, celles-ci approvisionnent également les écoles et les jardins d'enfants municipaux en aliments sains. En 2009, le Brésil a en effet promulgué une loi stipulant que 30 pour cent des repas scolaires publics doivent provenir de petites exploitations régionales. Cela a propulsé l'agriculture biologique, jusqu'alors une simple niche, au cœur de la société. Cela aide d'une part l'agriculture locale, le secteur public représentant pour les familles de petits paysans un client fiable qui leur permet de ne pas devenir dépendantes des grands groupes agro-alimentaires et de leurs semences et engrais onéreux. De l'autre, cette loi permet d'approvisionner la population urbaine en denrées alimentaires saines et non toxiques grâce à des coopératives telles que le CAPA.

### — Inde : de la campagne à la ville

Près de 70 pour cent des paysans vivant dans la région d'Anantapur, en Inde, dépendent de l'agriculture et cultivent des terres d'une superficie inférieure à deux hectares. La plupart y font pousser de l'arachide, le gouvernement indien ayant depuis les années soixante-dix et pendant longtemps encouragé la culture de plantes destinées au marché, au détriment de la sécurité alimentaire de sa propre population. Conséquence : les petits paysans sont tributaires de semences onéreuses et des engrais et pesticides qui les accompagnent. Ils ont beau être eux-mêmes agriculteurs, ils se nourrissent principalement de riz subventionné par l'État. Organisation partenaire de Pain pour le Monde, le Timbaktu

Collective (TC) apporte son soutien à près de 20 000 familles marginalisées vivant dans le district d'Anantapur. Ce collectif aide les paysans à revenir à une agriculture écologique et aide les familles à fonder des coopératives afin de défendre leurs droits et de s'assurer un revenu indépendant des multinationales agro-alimentaires. Dans 40 villes indiennes, ces coopératives vendent déjà leurs propres produits biologiques. Elles gèrent également une boutique en ligne et ont ouvert en 2015 un magasin bio à Bangalore, dans le sud de l'Inde. Leurs produits sont célèbres et la demande de produits biologiques ne cesse de croître dans ce pays émergent. La vente profite autant aux producteurs ruraux qu'aux consommateurs urbains.



Afin de permettre une production indépendante des grands groupes agroalimentaires, des ONG telles que Timbaktu Collective soutiennent les petits paysans indiens, les forment aux techniques de culture biologiques et les aident à distribuer leurs produits en ouvrant leurs propres magasins biologiques.

### — Togo : manger local plutôt que global

A Lomé, capitale du Togo, de plus en plus de gens se nourrissent de produits importés bon marché. Symboles de modernité, ces derniers coûtent également moins cher que les denrées alimentaires produites localement. Partenaire de Pain pour le Monde, l'Organisation pour l'Alimentation et le Développement Local (OADEL) informe la population des conséquences sanitaires et sociales des produits importés et aide les familles de petits paysans de la région à commercialiser leurs produits. En effet, en raison de la politique de subventions pratiquée aux États-Unis ou au sein de l'UE, certains produits importés au Togo, tels que l'huile alimentaire ou le riz, sont proposés à 50 pour cent du prix local. A Lomé, l'OADEL a ouvert un magasin bio vendant exclusivement des produits locaux. Grâce à des émissions de radio, des films, des brochures, mais aussi des manifestations dans les écoles ou dans les salons, l'OADEL explique à la population les raisons justifiant la différence de prix entre les produits d'importation bon marché et les produits biologiques régionaux : au Togo, presque tout est fabriqué à la main, les marchandises ne sont pas subventionnées par l'État et la qualité est bien souvent supérieure.



Au Togo, comme dans de nombreux autres pays, l'importation de denrées alimentaires bon marché menace l'existence des paysans locaux. Pour cette raison, l'OADEL commercialise les produits de petits paysans locaux dans sa propre boutique et informe la population dans les écoles et dans la rue au sujet des atouts des denrées alimentaires locales : ce sont des produits frais, non transformés et à forte valeur nutritionnelle.



# Conclusion

Comment approvisionner la population des mégalo­poles en aliments sains et en quantité suffisante ? Telle est l’une des questions-clés du XXIesiècle. Sous la pression de la mondialisation, les populations urbaines et rurales sont-elles encore en mesure de choisir librement leur mode d’alimentation ? L’alimentation des villes ne peut fonctionner sans l’agriculture rurale. Les producteurs agricoles contrôlent-ils ce qu’ils cultivent et ce qu’ils vendent ou sont-ils dépendants des semences et des engrais des grands groupes multinationaux et des normes des chaînes de super-marchés ? Et quel choix offre-t-on aux consommatrices et aux consommateurs ?

Comme le montre cette brochure, il convient de reconnaître à sa juste valeur le rôle que jouent les exploitations agricoles familiales dans l’alimentation de la population urbaine grandissante. Aujourd’hui, ces exploitations produisent à l’échelle mondiale environ 80 pour cent du total des denrées alimentaires dans le monde, nourrissant ainsi la majeure partie de la population urbaine. La seule agriculture urbaine ne pourra suffire à rassasier les habitants des villes. Afin que les petites exploitations agricoles familiales trouvent des acheteurs pour leurs produits régionaux frais, il faut limiter l’influence des grands groupes sur l’ensemble de la chaîne alimentaire et promouvoir l’engagement paysan. Des chaînes de distribution et de valeur équitables sont indispensables afin de relier la demande émanant des villes à l’offre en approvisionnement depuis les régions rurales.

Pour que les habitants des villes puissent se nourrir sainement, la diversité des lieux d’achat est essentielle. Les marchés informels fournissent en premier lieu la population urbaine pauvre en produits frais. L’État se doit donc de mettre en place des systèmes de sécurité sociale afin de garantir le droit de ces personnes à une alimentation équilibrée. Cela est valable avant tout pour les femmes, généralement en charge de l’alimentation de leurs familles et confrontées en ville à un double défi, à savoir celui de gagner leur vie grâce à un travail rémunéré et celui de nourrir leur famille.

Pour toutes ces raisons, Pain pour le Monde s’engage en faveur des améliorations suivantes :

Il convient de réduire la pauvreté ainsi que les inégalités sociales et économiques existant entre les milieux urbain et rural et d’instaurer des relations ville-campagne stables à ancrage régional. Pour cela, il est impératif que les espaces ruraux offrent des conditions de vie et de travail attrayantes. Le dialogue entre les populations urbaines et rurales doit être intensifié ; le monde politique doit être plus à l’écoute des voix de la société civile s’élevant en faveur de systèmes alimentaires pérennes. L’agriculture en périphérie urbaine doit quant à elle être davantage considérée et valorisée dans les plans de développement urbain ; l’intégration de la gestion des terres et de

celle des eaux usées est ici elle aussi indiquée. La gestion des ressources en eau doit s’effectuer dans le respect des droits des différents groupes de population.

Il convient de promouvoir des systèmes d’approvisionnement urbains, à travers notamment des espaces de stockages accessibles au public et des normes d’hygiène, mais aussi l’encouragement des marchés locaux, de la production et du commerce locaux grâce à la mise à disposition, par exemple, de microcrédits ou d’autres instruments de financement. Une meilleure infrastructure rurale, comprenant l’accès à une eau saine, la réfrigération et un conditionnement adapté

ainsi que des moyens de transport et des itinéraires sûrs, est nécessaire afin d’éviter les pertes de récoltes et d’assurer l’approvisionnement des villes en produits frais.

La « supermarchéisation » croissante doit être freinée. La préservation des marchés de quartier est essentielle pour lutter contre la pauvreté, la faim et la malnutrition et contribue à la diversification de l’offre et à la sécurité économique des exploitations paysannes familiales.

La protection sociale englobe la sécurité alimentaire. La politique doit user de sa marge d’action pour restaurer un lien positif entre l’approvisionnement des villes et, en milieu rural, des revenus suffisants pour vivre et assurer la sécurité alimentaire.

Il convient d’accorder une plus grande visibilité politique aux efforts en faveur de l’égalité des genres, de la reconnaissance du rôle actif joué par les femmes dans l’approvisionnement de leurs familles et de la création d’espaces protégés à leur attention.

Les adaptations climatiques indispensables en ville doivent être durables et compatibles avec les intérêts des habitants des zones informelles. Il incombe aux municipalités d’intégrer tous les citoyens, hommes et femmes, à leurs systèmes économiques et de protection sociale en leur offrant les mêmes droits, et de leur garantir l’accès à des services de santé adaptés. C’est la seule solution pour combler le fossé grandissant entre pauvres et riches et ville et campagne.



Offre diverse et variée de pâtisseries dans la ville de Pelotas/Brésil.



# Bibliographie

Agra-Europe, Bonn (2016): n° 21 du 23 mai 2016

Barclay, Eliza (2013): Rooftop Farming is getting off the Ground. <http://www.npr.org/sections/thesalt/2013/09/24/225745012/why-aren-t-there-more-rooftop-farms>, consulté le 3.9.2016

Buntzel, Rudolf/Francisco Marí (2015): Gutes Essen – arme Erzeuger: Wie die Agrarwirtschaft mit Standards die Nahrungsmärkte beherrscht, Munich: oekom

CFS (2016): Urbanization and Rural Transformation Implications for Food Security and Nutrition – draft Background Paper to CFS 43 Forum Discussion. <http://www.csm4cfs.org/wp-content/uploads/2016/02/UrbRurZeroDraft.pdf>, consulté le 3.9.2016

Cohen, Marc J./James L. Garrett (2009): The foodprice crisis and urban food (in)security, Human Settlements Group, International Institute for Environment and Development (IIED). <http://www.iied.org/pubs/display.php?o=10574IIED>, consulté le 3.9.2016

De Schutter, Olivier (2014): The Power of Procurement: Public Purchasing in the Service of Realizing the Right to Food. Briefing Note 8. April 2014. <http://www.srfood.org/es/the-power-of-procurement-public-purchasing-in-the-service-of-realizing-the-right-to-food>, consulté le 3.9.2016

Dobbs, R. et al. (2014): Overcoming Obesity: an Initial Economic Analysis. McKinsey Global Institute Discussion Paper.

Dobson, Skye/HellenNyamweru/David Dodman (2015): Local and participatory approaches to building resilience in informal settlements in Uganda, in: Environment & Urbanization 2015, Vol. 27, pp. 1–15, <http://eau.sagepub.com/content/early/2015/08/19/0956247815598520.full.pdf>, consulté le 3.9.2016

FAO (2016a): Urban agriculture: Key facts. <http://www.fao.org/urban-agriculture/en/>, consulté le 3.9.2016

FAO/International Sustainability Unit (ISU) (2015a): Food in an urbanized World: The Role of City Region Food Systems in Resilience and Sustainable Development. <http://www.fao.org/fileadmin/templates/agphome/documents/horticulture/crfs/foodurbanized.pdf>, consulté le 3.9.2016

FAO (2015b): Cities of despair – or opportunity? <http://www.fao.org/ag/agp/greenercities/en/whyuph/>, consulté le 3.9.2016

FAO (2014a): City region food systems – Sustainable Food Systems and Urbanization – An overview; Rom. [http://www.fao.org/fileadmin/templates/FCIT/documents/City\\_Region\\_Food\\_Systems\\_and\\_Sustainable\\_Urbanization\\_an\\_overview.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/templates/FCIT/documents/City_Region_Food_Systems_and_Sustainable_Urbanization_an_overview.pdf), consulté le 3.9.2016

FAO (2014b): The State of Food and Agriculture: Innovation in family farming. Rom. <http://www.fao.org/3/a-i4040e.pdf>, consulté le 3.9.2016

FAO (2014c): Food and Nutrition in Numbers. <http://www.fao.org/3/a-i4175e.pdf>, consulté le 3.9.2016

FAO (2011): Looking Ahead in World Food and Agriculture – Perspectives to 2050

FAO (2009): Food for the Cities. <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/012/ak824e/ak824e00.pdf>, consulté le 3.9.2016

Fink, Günter/Kenneth Hill (2013): Urbanization and Child Mortality – Evidence from the Demographic and Health Surveys, Harvard School of Health. <http://globalhealth2035.org/sites/default/files/working-papers/urbanization-and-child-mortality.pdf>, consulté le 3.9.2016

Forum Umwelt und Entwicklung (2015): Gute Stadt – Böse Stadt: Landromantik vs. Stadt für alle. Rundbrief 04/2015. [http://www.forumue.de/wp-content/uploads/2016/01/Rundbrief\\_Forum-Umwelt-und-Entwicklung\\_IV-2015-2.pdf](http://www.forumue.de/wp-content/uploads/2016/01/Rundbrief_Forum-Umwelt-und-Entwicklung_IV-2015-2.pdf), consulté le 3.9.2016

Gentilini, Ugo (2015): Entering the City. Emerging Evidence and Practice with Safety Nets in Urban Areas, World Bank, Washington 2015

Hettiarachchi, Hiroshan/Reza Ardakanian (Éditeur.) (2016): Safe Use of Waste water in Agriculture: Good Practice Examples, UNO-FLORES. <http://unu.edu/media-relations/releases/unu-flores-publishes-good-practice-examples-for-the-safe-use-of-wastewater-in-agriculture.html#info>, consulté le 3.9.2016

HLPE (The High Level Panel of Experts) (2015): « Water for food security and nutrition ». <http://www.fao.org/3/a-avo45e.pdf>, consulté le 3.9.2016

Hopkins, Emma/Francesca Bastagli/Jessica Hagen-Zanker (2016): Internal migrants and social protection: a review of eligibility and take-up, ODI Working Paper 436, Londres 4/2016

IINAS (2015): Urban Food Systems and Global Sustainable Land Use. GLOBALANDS Issue Paper. DRAFT VERSION. urban\_foods\_systems\_and\_global\_sustainable\_land\_use\_2015, consulté le 3.9.2016

ILO (2014): World Social Protection Report 2014/2015. Building economic recovery, inclusive development and social justice, Genève

IOM (2015): Women on the Move: A Look at Migration, Women and Cities. <https://weblog.iom.int/women-move-look-migration-women-and-cities>, consulté le 3.9.2016

Kishimoto, Satoko/Emanuele Lobina/Olivier Petitjean (dir.) (2015): Our public water future: The global experience with remunicipalisation. Amsterdam. [http://municipalservicesproject.org/sites/municipalservicesproject.org/files/publications/Kishimoto-Lobina-Petitjean\\_Our-Public-Water-Future-Global-Experience-Remunicipalisation\\_April2015.FINAL.pdf](http://municipalservicesproject.org/sites/municipalservicesproject.org/files/publications/Kishimoto-Lobina-Petitjean_Our-Public-Water-Future-Global-Experience-Remunicipalisation_April2015.FINAL.pdf), consulté le 3.9.2016

Kruchem, Thomas (2015): Gesund durch Fertigessen, in: Weltsichten 12/2015 / 01/2016, p. 38 suiv.

Lexikon der Nachhaltigkeit (2015): HABITAT, Vancouver 1976 / HA BITAT II, Istanbul, 1996. [https://www.nachhaltigkeit.info/artikel/habitat\\_konferenz\\_vancouver\\_1976\\_770.htm](https://www.nachhaltigkeit.info/artikel/habitat_konferenz_vancouver_1976_770.htm), consulté le 3.9.2016

MISEREOR (2016): Positionspapier zum 3. UN-Weltgipfel zu Wohnungswesen und nachhaltiger Stadtentwicklung (Habitat III): Klimapolitik in Städten ohne Vertreibungen – Für eine Verankerung menschenrechtlicher Grundsätze in der städtischen Agenda

Mohiddin, Lili/Laura Phelps/Tamsin Walter (2012): Urban malnutrition: a review of food security and nutrition among the urban poor, International Public Nutrition Resource Group (Nutrition Works), Royaume-Uni

Monteiro, Carlos A./Geoffrey Cannon (2012): The Impact of Transnational « Big Food » Companies on the South: A View from Brazil, in: PLoS Med 9(7), p. 4, e1001252. doi:10.1371/journal.pmed.1001252 (pdf), consulté le 3.9.2016

Pollan, Michael (2009): Lebens-Mittel: Eine Verteidigung gegen die industrielle Nahrung und den Diätenwahn, Munich: Goldmann

RUAF (2013): WP3 Synthesis report: Innovative experiences with (peri-)urban agriculture and urban food provisioning – Lessons to be learned from the global South; Supurbfood.

Sankaran, Kamala/RoopaMadhav (2011): Gender Equality and Social Dialogue in India, Industrial and Employment Relations Department and Bureau for Gender Equality, International Labour Office, ILO Working Paper, Genève. [http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/dgreports/gender/documents/publication/wcms\\_150428.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/dgreports/gender/documents/publication/wcms_150428.pdf), consulté le 3.9.2016

Schauber, Almuth (2015): Städte müssen arme Bevölkerung in die Stadtentwicklung einbeziehen, in: Forum Umwelt und Entwicklung, 4/2015, pp. 22–23

Schauber, Almuth (2014): Hell und Dunkel – Bürger und unsichtbare Städte, in: Bündnis Entwicklung hilft (Éditeur.): Weltrisikobericht 2014, pp. 18–24.

Stuckler, David/Marion Nestle M. (2012) Big Food, Food Systems, and Global Health, in: PLoS Med 9(6)e1001242. doi:10.1371/journal.pmed.1001242, consulté le 3.9.2016

Swensson, Luana F. J. (2015): Institutional Procurement of Food from Smallholder Farmers. The Case of Brazil, FAO, Rome, 2015

Tacoli, Cecilia (2012): Urbanization, gender and urban poverty: paidwork and unpaid carework in the city, UNFPA, workingpaper 7, International Institute for Environment and Development (IIED)

Tawodzera, Godfrey (2013): Rural-Urban Transfers and Household Food Security in Harare’s Crisis Context; in: Journal of Food and Nutritional Disorders, 2:5. <http://dx.doi.org/10.4172/2324-9323.1000128>, consulté le 3.9.2016

UN (2015): World Water Development Report 2015, Water in a Sustainable World

UN (2012): Millenium Development Report. [www.un.org/millennium-goals/pdf/MDG\\_Report\\_2012.pdf](http://www.un.org/millennium-goals/pdf/MDG_Report_2012.pdf), consulté le 3.9.2016

UN Population Division 2014: World Urbanization Prospects: The 2014 Revision. [http://esa.un.org/unpd/wup/CD\\_ROM/](http://esa.un.org/unpd/wup/CD_ROM/), consulté le 3.9.2016

UNAIDS (2014): The Cities Report. [http://www.unaids.org/sites/default/files/media\\_asset/JC2687TheCitiesReport\\_en.pdf](http://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/JC2687TheCitiesReport_en.pdf), consulté le 3.9.2016

UNAIDS/UN HABITAT (2015): Ending the AIDS Epidemic: The Advantage of Cities. <http://www.aidsdatahub.org/ending-aids-epidemic-advantage-cities-unaid-and-un-habitat-2015>, consulté le 3.9.2016

UNFPA (2007): State of the World Population: Unleashing the Potential of Urban Growth, United Nations Population Fund, New York

UN Habitat III (2016a): Habitat III: The New Urban Agenda. <https://habitat3.org/the-new-urban-agenda>, consulté le 9.11.2016

UN Habitat III (2016b): The Process. <https://www.habitat3.org/>, consulté le 3.9.2016

UN Habitat (2012): History, mandate & rôle in the UN system. <http://unhabitat.org/about-us>, consulté le 3.9.2016

UNICEF/WHO/World Bank (2013): Joint Child Malnutrition Estimates, Levels & Trends in Child Malnutrition. [http://www.who.int/nutgrowthdb/summary\\_jme\\_2013.pdf?ua=1](http://www.who.int/nutgrowthdb/summary_jme_2013.pdf?ua=1), consulté le 3.9.2016  
Waskow, Frank/RegineRehaag (2011): Globaler Ernährungswandel zwischen Hunger und Übergewicht. [https://www.researchgate.net/publication/251414603\\_Globaler\\_Ernaehrungswandel\\_zwischen\\_Hunger\\_und\\_Ubergewicht](https://www.researchgate.net/publication/251414603_Globaler_Ernaehrungswandel_zwischen_Hunger_und_Ubergewicht), consulté le 3.9.2016

WBGU (2016): Der Umzug der Menschheit: Die transformative Kraft der Städte, Hauptgutachten, Ein Beitrag zu Habitat III, Berlin

WFP (2015): Summary Report of the Strategic Evaluation of WFP’s Pilot Purchase for Progress Initiative, Rome

WIEGO (Women in informal employment globalizing and organizing) (2011): Urban Employment in India.

WHO (2015): Factsheet Non communicable diseases. <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs355/en/>, consulté le 3.9.2016

WHO (2014): Global Status Report on non communicable diseases. [http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/148114/1/9789241564854\\_eng.pdf](http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/148114/1/9789241564854_eng.pdf), consulté le 3.9.2016

WHO/UN Habitat (2016): Global Report on UrbanHealth; Equitable, Healthier Cities for Sustainable Development. <http://unhabitat.org/books/global-report-on-urban-health-equitable-healthier-cities-for-sustainable-development/>, consulté le 3.9.2016

Women Watch (o. J.): Gender Equality and Sustainable Urbanisation, Fact Sheet. <http://www.un.org/womenwatch/feature/urban/factsheet.html>, consulté le 3.9.2016

World Bank (2007): Dhaka: Improving Living Conditions for the Urban Poor, Bangladesh Development Series Paper No. 17, The World Bank Office, Dhaka





Mentions légales

Publié par  
Brot für die Welt  
Evangelisches Werk für Diakonie  
und Entwicklung e. V.

Caroline-Michaelis-Straße 1  
10115 Berlin

Téléphone +49 30 65211 0  
Fax +49 30 65211 3333  
info@brot-fuer-die-welt.de  
www.brot-fuer-die-welt.de

**Auteurs** Astrid Berner-Rodoreda, Mareike Haase,  
Francisco Mari, Andrea Müller-Frank,  
Carsta Neuenroth, Biraj Patnaik, Tim Schneider,  
Luise Steinwachs, Stig Tanzmann, Bernhard Walter,  
Nicola Wiebe, Cornelia Wilß, Eike Zaumseil  
**Redaktion** Ellen Köhrer, Maike Lukow,  
Luise Steinwachs, Cornelia Wilß  
**Directeur de publication** Klaus Seitz  
**Mise en page** Katja Tränkner - WriteNow  
**Photos** Pierre Bessard/laif (page 14); Jörg Böthling (couverture, page 9,  
17, 30, 41); Karin Desmarowitz (page 39); Jens Grossmann (page 37);  
Malte Jaeger/laif (page 18); Florian Kopp (page 40 au-dessus, 43 );  
Christof Krackhardt (page 13, 16, 40 dessous); Thomas Lohnes (page 23,  
29, 32, 34); Christoph Püschner (page 2, 5, 6, 11, 15, 20, 21, 26, 47);  
Frank Schultze (page 27); Adriana Zehbrauskas/laif (page 22)  
**Graphisme** Rüdiger Breidert - tridix  
**Impression** die Umweltdruckerei GmbH, Hannover

**Dons**  
Brot für die Welt  
Evangelisches Werk für Diakonie und Entwicklung e. V.  
**Art. N°** 129 502 450  
IBAN DE10 1006 1006 0500 5005 00  
Banque pour l'Eglise et la Diakonie  
BIC GENODED1KDB

june 2018 (1ère édition novembre 2016)



**Brot für die Welt**

Evangelisches Werk für Diakonie  
und Entwicklung e. V.

---

Caroline-Michaelis-Straße 1  
10115 Berlin

---

Téléphone +49 30 65211 0  
Fax +49 30 65211 3333  
[info@brot-fuer-die-welt.de](mailto:info@brot-fuer-die-welt.de)  
[www.brot-fuer-die-welt.de](http://www.brot-fuer-die-welt.de)